les dossiers de l'IFEA

série : la Turquie aujourd'hui no: 6

Vers une nouvelle donne dans les relations gréco-turques ?

par
Samim AKGÖNÜL
CeRATO, Strasbourg

Programme de recherche
" Turquie - Caucase - Mer Noire "

INSTITUT FRANÇAIS D'ÉTUDES ANATOLIENNES
GEORGES DUMÉZIL
Istanbul, avril 2001

Vers une nouvelle donne dans les relations gréco-turques ?

Samim Akgönül

DOI : 10.4000/books.ifeagd.149
Éditeur : Institut français d'études anatoliennes
Lieu d'édition : Istanbul
Année d'édition : 2001
Date de mise en ligne : 4 novembre 2014
Collection : La Turquie aujourd'hui
ISBN électronique : 9782362450204

<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2001
ISBN : 9782906053625
Nombre de pages : 46

Référence électronique

AKGÖNÜL, Samim. *Vers une nouvelle donne dans les relations gréco-turques ?* Nouvelle édition [en ligne]. Istanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2001 (généré le 12 janvier 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/ifeagd/149>>. ISBN : 9782362450204. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.149>.

Ce document a été généré automatiquement le 12 janvier 2021.

© Institut français d'études anatoliennes, 2001
Conditions d'utilisation :
<http://www.openedition.org/6540>

De 1923 à nos jours, les relations gréco-turques ont été denses et en général conflictuelles. Ce dossier fait le point sur les conflits principaux que sont Chypre, la mer Égée, et la question épineuse des minorités réciproques, écrit l'histoire des relations diplomatiques entre les deux pays, mettant en lumière les causes de détente et interroge les événements récents pour tenter d'esquisser un futur possible.

SAMIM AKGÖNÜL

CERATO, Strasbourg

SOMMAIRE

Introduction

1. Principaux conflits bilatéraux

2. Les périodes de détente précédentes

3. Vers une nouvelle donne ?

Conclusion

Bibliographie sélective

Annexe 1 :Chronologie

Annexe 2 : Sources documentaires

Introduction

Je remercie Bertrand Buchwalter d'avoir eu l'amabilité et la patience de lire et corriger la première version de ce texte.

- 1 L'intitulé de ce dossier contient en lui-même une interrogation. Interrogation à laquelle on peut difficilement répondre sans anticiper l'histoire. La seule chose que l'on puisse faire est de scruter les événements du passé et de voir si la conjoncture permet d'envisager une évolution positive de l'état des choses. De fait, un nouveau vent d'optimisme souffle sur les relations gréco-turques. Paradoxalement, ce changement est intervenu au lendemain de l'arrestation d'Abdullah Öcalan par les services secrets turcs, alors que celui-ci sortait de l'Ambassade de Grèce à Nairobi (février 1999). Depuis plus d'un an, un réchauffement se laisse entrevoir aussi bien dans les paroles que dans les actes.
- 2 Mais au-delà des faits et des déclarations ponctuelles, il reste encore à savoir dans quelle mesure les problèmes bilatéraux entremêlés et sclérosés à cause de décennies de *statu quo* pourraient se résoudre dans un court délai. Pour ce faire, il faut analyser la genèse des contentieux, la conjoncture ainsi que les mentalités qui empêchent une normalisation des rapports. Dans cette étude, nous allons d'abord nous pencher sur les cas les plus connus de contentieux gréco-turcs, ensuite nous essaierons de dégager les causes et les conséquences des différentes périodes dites de « détente » pour analyser, enfin, l'évolution des relations durant l'année 1999 et l'année 2000, le but étant de déterminer, si oui ou non, les conditions nécessaires pour un rapprochement et une coopération sont réunies.

1. Principaux conflits bilatéraux

- 1 Lorsqu'on parle des relations gréco-turques, on peut comprendre deux choses qui s'interpénètrent certes, mais qui restent tout de même distinctes. Premièrement, on peut entendre les rapports qu'ont entretenus les Turcs et les Grecs à travers l'histoire. Dans ce cas de figure, il faut remonter dans le temps jusqu'à la fondation des premiers États turcs en Asie Mineure, c'est-à-dire au 11^e siècle. À partir de cette époque, les deux peuples deviennent progressivement parties intégrantes de l'État seldjoukide puis ottoman (à partir du 13^e s.). Plus qu'une cohabitation et une relation de majorité à minorité, notions peu pertinentes pour l'époque, les deux cultures s'entrecroisent et finissent par se ressembler avec très peu d'aspects qui restent imperméables. En effet, la langue, les traditions, la musique et même les religions sont concernées par ces échanges fructueux bien qu'à partir du milieu du 19^e siècle, un processus d'éloignement et d'altérité s'opère. De nos jours, indéniablement, les Grecs connaissent mal les Turcs et les Turcs mal les Grecs, alors que jusqu'au 19^e siècle les deux peuples se côtoyaient dans la vie quotidienne.
- 2 C'est cette période d'animosité et d'éloignement qui nous intéresse. En effet, le terme même de relations gréco-turques peut être compris comme les relations entre l'État grec et l'État turc. Dans ce cas, il faut faire débiter ces relations soit à partir de 1831, date à laquelle le premier État grec voit le jour et commence à entretenir des relations avec l'État ottoman ; soit à partir de 1923, c'est-à-dire un siècle plus tard, au moment où les deux États turc et grec revêtent leurs aspects politiques et territoriaux actuels¹. Ces deux dates ont leur importance. La Grèce obtient son indépendance en combattant les Turcs, et cent ans plus tard, la Turquie, la sienne, en combattant les Grecs. Ces deux constantes doivent être gardées à l'esprit pour essayer de comprendre les relations entre les deux pays, car elles créent non seulement forcément un traumatisme dans l'imaginaire populaire des deux nations, mais en plus elles sont les points de départ de la fabrication d'un discours empli de préjugés et de clichés. Ces discours se forment et continuent à s'amplifier de nos jours, diffusés par la culture populaire, certes, mais aussi par les politiques étatiques, par les manuels scolaires et, bien entendu, par les organes de presse populistes à grande diffusion qui jouent un rôle particulièrement important dans la création de l'image de *l'Autre*.
- 3 De 1923 à nos jours, les relations gréco-turques ont été denses et en général conflictuelles. À tel point qu'en Occident, comme d'ailleurs dans les deux pays, quand

on parle des relations gréco-turques, on pense plutôt aux différends gréco-turcs, aux conflits gréco-turcs. Ces différends se présentent sous plusieurs formes.

a) Chypre

- 4 Le conflit le plus important et certainement le plus médiatique concerne l'île de Chypre. Chypre est une île de taille moyenne, 9250 km², qui se place au troisième rang des îles méditerranéennes après la Corse et la Crète. Elle est située à 75 km au sud des côtes anatoliennes et à 100 km à l'ouest des côtes proche-orientales. Elle abrite une population composée à 80 % environ de Grecs orthodoxes et à 20 % de Turcs, sans compter les quelques centaines de Maronites. Par son emplacement géographique, l'île occupe une place hautement stratégique pouvant abriter des forces militaires capables d'atteindre à la fois le Proche-Orient, l'Afrique du Nord et l'Anatolie. C'est sans aucun doute pour cela qu'elle a été l'une des colonies les plus importantes de l'Empire britannique. Ne disait-on pas, en parlant de la place stratégique qu'elle occupait, qu'elle était un porte-avions immobile vers le Proche-Orient ? D'ailleurs, elle est une des dernières colonies britanniques à obtenir son indépendance, en 1960.
- 5 Après avoir été contrôlée par des rois hellénistiques, par les Romains et les Byzantins, l'île a été conquise par les Latins durant les Croisades. La période franque de la dynastie des Lusignans (1192-1489), suivie par celle des Vénitiens (1489-1571), touche à sa fin avec la conquête ottomane en 1571. L'Empire ottoman domine l'île jusqu'au 19^e siècle. Avec la désintégration de l'Empire, elle est provisoirement confiée à l'administration britannique en 1878. À la suite de la participation de la Sublime porte à la Première Guerre mondiale aux côtés des puissances centrales, la Grande-Bretagne déclare l'annexion de l'île à l'*Union Jack* en 1914. En 1923, le traité de Lausanne entérine la cession de l'île. De 1914 à 1960, l'Empire britannique utilisera Chypre pour contrôler le Proche-Orient et le Canal de Suez à travers ses bases militaires et ce n'est que dans les années cinquante qu'apparaît la question de Chypre proprement dite qui sera le point de désaccord principal entre la Grèce et la Turquie.
- 6 Au début des années cinquante, plusieurs événements vont venir couronner le lent processus de normalisation des relations bilatérales entamé trente ans auparavant par Eleutherios Venizélos et Mustafa Kemal Atatürk. L'entrée simultanée dans l'OTAN de la Grèce et de la Turquie, toutes deux désormais bien ancrées dans le camp occidental, à la suite de leur participation à la guerre de Corée, et la signature du pacte balkanique le 9 août 1954 en sont des exemples. Cette normalisation doit beaucoup à la stratégie de *containment* adoptée par les États-Unis au début des années 1950. Ironie du sort, c'est précisément durant la même période qu'apparaît le conflit de Chypre. Avec le morcellement de l'Empire britannique, les Chypriotes avaient également revendiqué leur indépendance et la question de Chypre, en tant que dernier avatar de la « question d'Orient », est internationalisée dès la deuxième moitié des années cinquante par le gouvernement Papagos, au pouvoir à Athènes depuis 1952 qui, en accord avec Mgr Makarios, souleva la question de Chypre aux Nations-Unies. C'est en quelque sorte cette internationalisation qui a conduit l'île à obtenir son indépendance -formalisée par les accords de Zurich et de Londres, en 1959 -après des combats de guérilla contre les Britanniques menés par l'EOKA (*Ethniki Organosis Kyprion Agoniston* : Organisation nationale des combattants chypriotes). La souveraineté de la jeune république était cependant limitée et ce, à plus d'un titre. 1° Trois États « étrangers », la Grande-

Bretagne, la Grèce et la Turquie, continuaient d'exercer sur l'île une sorte de tutelle. Ils garantissaient le respect de la Constitution du 16 août 1960 qui, dans ses articles fondamentaux, ne pouvait être modifiée ou ne pouvait l'être que dans des conditions pratiquement impossibles à remplir. Cette constitution définissait, en effet, les structures grâce auxquelles devait s'établir, dans le domaine interne, l'équilibre entre les deux communautés (la moins nombreuse étant ainsi protégée et peut-être surprotégée vu les événements qui s'ensuivirent, contre les empiètements de la communauté majoritaire) et, dans le domaine international, les rapports qui devaient s'établir entre le nouvel État, la Grèce et la Turquie. 2° Les trois puissances garantes, Londres, Athènes et Ankara, se voyaient aussi reconnaître le droit d'intervenir collectivement ou individuellement pour assurer le respect de la constitution et des traités de Londres et de Zurich. 3° Enfin, la Grande-Bretagne obtenait, en échange de l'indépendance octroyée, la souveraineté sur deux portions du territoire de l'île, constituées en bases militaires, à Akrotiri à l'extrême sud, et à Dhekelia à l'est.

Chypre : deux petits pays dans un petit pays

- 7 La Constitution de 1960 instituait un système de gouvernement et d'administration « bicommunautaire » ; les Chypriotes turcs revendiquaient de ne pas être considérés comme une « minorité » mais comme une communauté à part entière, système comparable à certains égards à celui qui fut mis en place, dans l'entre-deux-guerres, sous les auspices du Mandat français, au Liban. Ainsi, le Président de la République chypriote devait être Chypriote grec et le vice-Président, Chypriote turc. Une dichotomie semblable, favorisant la « minorité » turque, était introduite à tous les échelons de l'administration. Néanmoins, deux problèmes subsistaient et n'allaient d'ailleurs pas tarder à générer des tensions intercommunautaires. D'une part, le droit de veto reconnu au vice-Président, élu par sa communauté et, d'autre part, la question des municipalités séparées. Concernant le droit de veto, on peut dire qu'il a, d'emblée, été considéré par les Chypriotes grecs comme une emprise des Turcs, minoritaires, sur la totalité de l'île, en ce qu'il leur permettait de bloquer toute initiative, toute décision du Président. Quant aux municipalités séparées, si le principe était applicable pour des localités où la population était exclusivement turque ou grecque, elles devenaient très difficiles à gérer dans des villes mixtes comme Nicosie. Quoi qu'il en soit, le premier

Président de la République chypriote, l'archevêque Makarios, décida d'amender la constitution trois ans après la fondation de l'État. Les 13 amendements proposés au vice-Président Küçük en novembre 1963 visaient à remplacer le système bicommunautaire par un système majoritaire. C'était, cependant, sans compter avec la crainte de la Turquie de perdre le contrôle d'une île placée en un lieu extrêmement stratégique. Les amendements ont tout simplement été qualifiés d'inacceptables par le gouvernement du Parti Républicain du Peuple (PRP) alors dirigé par İsmet İnönü qui voyait dans cette affaire une violation des traités de Londres et de Zurich. Il considérait, par ailleurs, qu'avec ce changement, l'*enosis* (« union » avec la Grèce) se réalisait. On peut donc dire que, pour la Turquie, la crainte était double. Chypre serait non seulement définitivement perdue mais de plus elle passerait sous contrôle grec. Le même type d'évolution de comportement des gouvernements turcs est observable à propos de la question du Dodécanèse qui, après avoir été sous contrôle italien, pourtant hostile à la Turquie, pendant les années 1930, passe à la Grèce après la Deuxième Guerre mondiale. Et c'est à partir de ce moment-là que la Turquie commence à s'inquiéter (bien que les véritables problèmes sur ce sujet ne soient exprimés clairement qu'après l'envenimement de la question chypriote).

- 8 Quoi qu'il en soit, la volonté affichée de modifier la constitution avait fait naître un climat de guerre. C'est ainsi que l'édifice zurichois s'effondra. La nouvelle crise chypriote et ses rebondissements se répercutaient fortement sur les rapports gréco-turcs, générant un très sérieux risque d'affrontement militaire direct entre les deux pays et reposant, plus brûlante que jamais, la question de l'avenir de l'île.
- 9 Tout était, en fait, lié à la définition donnée au terme « d'autodétermination ». Pour les dirigeants grecs chypriotes, il s'agissait de respecter la volonté de la majorité de la population de l'île. Par exemple, ils combattirent, avec succès il faut le dire, toutes les tentatives occidentales de « solution atlantiste » du conflit. Ils refusèrent ainsi le plan Sandys-Ball². De surcroît, ils n'hésitèrent pas à demander l'aide de l'URSS afin de se protéger contre les menaces d'intervention de la Turquie. En février 1964, une lettre de Khrouchtchev mettait en garde İsmet İnönü contre toute intervention militaire à Chypre et en août de la même année, à la suite de raids de l'aviation turque, l'URSS affirmait sa détermination à défendre Chypre contre toute agression extérieure. Il faut dire que l'attitude de l'Union soviétique était, stratégiquement parlant, compréhensible. Non seulement Moscou ne voulait pas voir Chypre devenir une sorte de porte-avions de l'OTAN dirigé vers ses zones d'influence, mais de plus la question semait le trouble entre la Turquie et la Grèce, deux fidèles alliées des États-Unis et dernières citadelles du flanc sud-est de l'OTAN.
- 10 À partir du moment où l'URSS avait déclaré qu'une intervention militaire à Chypre constituait un *casus belli*, l'attitude des États-Unis changea. Alors qu'en Turquie, les crises gouvernementales se succédaient et qu'İnönü cherchait à consolider sa position, les rencontres entre les trois puissances garantes, en l'occurrence la Grande-Bretagne, la Turquie et la Grèce, ne donnaient aucun résultat. İsmet İnönü voulut saisir cette occasion pour intervenir unilatéralement dans l'île et ainsi satisfaire une opinion publique déchaînée. C'est à ce moment-là qu'intervient la lettre du Président américain Johnson qui mettait en garde le Premier ministre turc contre l'utilisation d'armes américaines si l'intervention avait lieu mais surtout déclarait avec un langage fort peu diplomatique qu'en cas d'agression de l'URSS, la Turquie ne devait pas compter sur l'aide de l'OTAN ou des États-Unis. Le désastre du Viêt-nam n'était certainement pas

pour rien dans l'attitude du Président américain. L'envoi de cette lettre, le 5 juin 1964³ - son existence est dévoilée au public le 16 juin de la même année par la presse - est considéré comme un tournant dans la politique étrangère de la Turquie. Déçue de voir que sa loyauté et sa fidélité envers les États-Unis n'étaient pas récompensées mais qu'elle pouvait, au contraire, être aisément sacrifiée, la Turquie tâchera désormais de diversifier ses relations extérieures, notamment vers la Russie soviétique, sans pour autant sortir de l'OTAN ni nier l'alliance turco-américaine.

- 11 En attendant, la rupture était consommée à Chypre. La communauté turque était coupée non seulement du monde extérieur mais aussi de la communauté grecque de l'île. Elle vivait en autarcie dans des quasi-enclaves, soit dans des villages, soit dans certains quartiers des villes. De 1964 à 1967, la communauté grecque de l'île paraît maîtriser la situation et se considère en position de force, malgré la menace d'intervention militaire en permanence brandie par la Turquie. Il est vrai que cette menace avait beaucoup perdu de sa crédibilité. Néanmoins, la situation n'était pas satisfaisante pour les deux communautés. Les Turcs vivaient, certes, dans une situation peu enviable mais ils échappaient à l'administration étatique. L'objectif premier de la révision constitutionnelle qui était d'unifier complètement l'île était donc loin d'être atteint.
- 12 Politiquement parlant, plus que le gouvernement chypriote, c'était peut-être le gouvernement grec qui souffrait de cet état des choses. Débordé par les initiatives de la communauté grecque chypriote, il était entraîné dans une situation incontrôlable. Néanmoins, en dépit des rapports tumultueux qu'entretenait Giorgios Papandréou avec Makarios, la Grèce soutenait Chypre sous la pression de l'opinion publique, jusqu'à envoyer dans l'île une brigade de l'armée grecque. C'est à partir de 1967 que les choses évoluèrent avec le coup d'État des colonels en avril, suivi d'une nouvelle crise provoquée par l'attaque meurtrière des forces grecques chypriotes contre deux villages chypriotes turcs. Une nouvelle menace d'intervention était à l'ordre du jour, cette fois-ci brandie par le gouvernement de Süleyman Demirel. La crise fut une fois de plus momentanément surmontée avec l'acceptation d'exigences turques telles que la mise à l'écart de Grivas, le chef de guérilla de l'EOKA B, ultra-nationaliste, et le retrait des forces militaires grecques. Makarios s'opposa farouchement, en revanche, au démantèlement de la garde nationale chypriote composée de soldats grecs. L'ironie du sort fit que c'est précisément cette garde nationale qui allait démettre Makarios en 1974. En attendant, aussi paradoxal que cela puisse paraître, on était témoin d'un rapprochement des points de vue grec et turc, dû certainement aux communions d'intérêts entre militaires de part et d'autre et aux pressions américaines. Ce rapprochement politico-militaire ne dura cependant pas longtemps. L'arrivée d'une coalition anti-américaine en Turquie entre le Parti Républicain du Peuple de Bülent Ecevit et le Parti du Salut National de Necmettin Erbakan aviva la crise. Dès 1973, les relations s'étaient dégradées. Mais pour la première fois peut-être depuis très longtemps, cette nouvelle phase de détérioration n'était pas directement due au problème de Chypre. De nouveaux différends étaient, entre-temps, venus s'inscrire au registre du contentieux gréco-turc. La Turquie souleva à la fin octobre 1973 la question de la minorité « turque » en Thrace occidentale et, en novembre, on vit apparaître la question du plateau continental de la mer Égée. Donc, lorsqu'en 1974 la rupture entre Makarios et la junte d'Athènes (dans sa nouvelle version issue du réaménagement interne de novembre 1973) fut consommée sous la pression des Américains qui craignaient la politique trop indépendantiste de l'île, créant un climat propice à

l'apparition d'un « nouveau Cuba en Méditerranée orientale », les relations gréco-turques étaient déjà dans une phase de tension. Quoi qu'il en soit, c'est cette nouvelle junte qui décida de se débarrasser une bonne fois pour toutes de Makarios. Elle passa à l'action ouverte le 15 juillet 1974 afin de le remplacer par un gouvernement fantoche placé sous la direction de Nikos Sampson. Cinq jours après le putsch, le gouvernement d'Ecevit donnait le feu vert à l'armée turque pour une intervention militaire, invoquant le « droit d'intervention » prévu par les traités de Zurich et de Londres. Parallèlement à cette « opération de paix / invasion » (au choix), la loi martiale fut décrétée dans 14 provinces turques. La machine de guerre était prête. Alors qu'on assistait en Grèce à l'effondrement de la junte, politiquement et militairement faible (aussi étonnant que cela puisse paraître après sept ans de régime militaire), avec le retour de Constantin Karamanlis de Paris, en Turquie, Ecevit s'apprêtait, lui, à dissoudre le gouvernement pour provoquer des élections anticipées avec l'espoir de revenir au pouvoir avec une majorité absolue, fort du prestige de l'intervention.

- 13 La première intervention fut relativement bien accueillie par l'opinion publique occidentale. Car après tout la Turquie invoquait non seulement le droit de protéger la communauté musulmane de l'île, mais elle avait aussi empêché l'installation d'un gouvernement inacceptable à Chypre et contribué à la chute de la junte en Grèce. La France, qui avait de quoi être satisfaite du retour au pouvoir de Karamanlis, grand ami de Giscard d'Estaing et francophile, devait maintenant le soutenir contre une attaque turque. Le 8 août, des Mirages français survolaient la Grèce en signe de soutien. D'un autre côté, l'opinion publique américaine et ses dirigeants étaient trop occupés par d'autres événements internes pour s'intéresser à une petite île lointaine. En effet, le jour où l'aviation française survolait la Grèce, Nixon démissionnait à cause du scandale du Watergate et était remplacé par Gerald Ford. Entre-temps, pour la première fois, une solution fédérative à Chypre était proposée par Turan Güneş juste avant le cessez-le-feu signé le 25 juillet entre la Grèce, la Turquie et la Grande-Bretagne. Deux semaines plus tard, le jour où la Grèce se retirait de l'OTAN -le 14 août -la Turquie reprenait l'offensive pour occuper 37 % du territoire au nord de l'île et ainsi fixer la frontière actuelle. Cette deuxième intervention a été littéralement qualifiée d'invasion par l'opinion publique occidentale et l'isolement de la Turquie fut alors total. En septembre 1974, le ministre des Affaires étrangères soviétique Ilyitchev était à Athènes pour signer un « traité d'amitié et de collaboration » et le même mois, le Congrès américain imposait un embargo sur la vente d'armes à la Turquie. Ainsi, parmi les deux thèses opposées, *enosis* des Grecs et *taksim* (partition) des Turcs, la deuxième était réalisée de fait. L'exode des deux communautés commence alors pour former deux groupes pratiquement homogènes : au nord les Turcs, et au sud, les Grecs. La suite des événements montre un *statu quo* du moins dans le processus de réunification. Car depuis, deux faits sont venus sceller la séparation ; en juin 1975, Rauf Denktaş, nouvel homme fort de la communauté turque de Chypre, soutenu par la Turquie qui trouvait le docteur Küçük trop modéré, proclame l'État fédéré turc de Chypre et en novembre 1983, la RTCN (République turque de Chypre du nord) est autoproclamée et uniquement reconnue par la Turquie.
- 14 Après cette vingtaine d'années mouvementées, la situation s'est sclérosée. En dépit des déclarations, des entrevues, des menaces mais aussi des interventions de l'ONU et d'autres instances internationales, aucune évolution n'a été perceptible. La Grèce et la partie sud de l'île défendent la réunification sans concessions tout en qualifiant la Turquie d'envahisseur, alors que la Turquie et la « République turque de Chypre du

nord » souhaitent un système fédéral pour protéger la population turque contre une éventuelle velléité grecque d'assimilation mais aussi pour ne pas fragiliser la côte sud de la Turquie. En fait, sous la dénomination de fédération, c'est une confédération qui est réclamée avec une structure étatique lâche et une autonomie communautaire assez large.

- 15 À partir des années 1990, un autre facteur est venu troubler ce *statu quo* dénoncé des quatre côtés (Turquie, Grèce, Chypriotes grecs et Chypriotes turcs) mais jamais dépassé : il s'agit des relations entre Chypre et l'Union européenne. Sur ce sujet, deux thèses s'opposent : la réunification de l'île est une condition préalable à son intégration européenne ou, au contraire, il faut intégrer Chypre à l'Europe pour qu'une issue rapide soit trouvée avec la partie turque. Faut-il préciser que la Turquie s'oppose farouchement à l'adhésion de Chypre à l'Union européenne d'autant plus que sa candidature a, d'abord, été rejetée au sommet de Luxembourg (décembre 1997), puis finalement acceptée au sommet d'Helsinki, en 1999 ? Ankara fonde ce refus sur certaines clauses des traités de Zurich et de Londres qui interdisent à Chypre de faire partie des organisations internationales dont la Turquie ou la Grèce ne font pas partie ; la Grèce et la partie grecque de l'île considèrent ces deux traités caducs depuis l'intervention militaire turque. En fait, Ankara craint, entre autres, la présence au sein de l'Union européenne d'un deuxième État hostile après la Grèce. Il faut ajouter qu'économiquement parlant, le contraste entre le sud et le nord de l'île est spectaculaire. Le sud respecte quasiment tous les critères de convergence grâce notamment au miracle du tourisme alors que le nord vit au rythme de la Turquie, avec une économie faible et une inflation galopante.
- 16 Par ailleurs, cette situation de séparation inédite (aucun pays ne reconnaît officiellement la « RTCN » à l'exclusion de la Turquie) rend la vie de tous les jours particulièrement difficile au nord, par exemple pour les communications avec le monde extérieur, pour voyager à l'étranger ou encore pour se procurer des produits d'importation. Tout se fait par l'intermédiaire de la Turquie. Et la perspective d'un règlement étant assez faible, l'idée d'une annexion à la « mère patrie » devient plausible, notamment depuis les derniers développements des relations entre l'Union européenne et Chypre du sud.
- 17 Bien entendu, plus le temps passe, plus les deux communautés s'éloignent, s'oublient et deviennent étrangères l'une à l'autre. Donc une solution devient de plus en plus difficile à envisager. La nouvelle génération chypriote, dans une île somme toute assez petite, vit sans rencontrer les membres de l'autre communauté et l'incompréhension s'installe. Le caractère complexe de ce conflit en a fait le raccourci symbolique de tous les autres contentieux bilatéraux.

b) Les controverses sur la mer Égée

- 18 Si le contentieux sur Chypre est imprégné de sentiments et de passions, ce qui facilite en quelque sorte l'adhésion des masses populaires à la politique des gouvernements, le problème égéen est d'ordre beaucoup plus technique. Analystes, historiens et hommes politiques sont partagés sur les raisons du contentieux. Bien entendu, là aussi, deux thèses officielles s'affrontent. Selon la thèse grecque, le différend égéen est la conséquence directe de la crise chypriote. Ce différend aurait été mis à l'ordre du jour par la Turquie pour combattre la Grèce sur un autre terrain tout en reposant la

question, plus large, de la souveraineté. Pour Athènes, les contestations turques seraient l'exemple type de la mauvaise foi des dirigeants d'Ankara et d'un irrédentisme de la Turquie qui aurait toujours des visées territoriales, dans la continuité de la tradition ottomane⁴. La thèse turque soutient, bien entendu, le contraire : la question égéenne est un problème qui n'a rien à voir avec le problème chypriote et qui existe en soi et pour soi. D'ailleurs, comme leurs adversaires, les dirigeants turcs accusent aussi les Grecs d'irrédentisme. Finalement, selon cette thèse, le problème égéen a toujours existé même s'il n'était pas exprimé d'une façon si énergique. On comprend que la chronologie des contestations turques importe dans le débat. En effet, si on admet que la Turquie commence à manifester son intérêt pour la mer Égée après 1974, cela discrédite en grande partie les plaintes turques. L'attention ne se tourne plus vers l'argumentation juridique et technique mais au contraire vers le double langage, l'opportunisme, etc. Si on accepte, à l'inverse, l'idée selon laquelle le problème égéen est indépendant du problème chypriote et plus ancien, dans ce cas, la Turquie est fondée à exprimer ses revendications. En dépit des analyses de certains chercheurs turcs⁵ qui veulent faire débiter le conflit égéen au moment même de l'indépendance de la Grèce, la lecture suivie d'une revue telle que *Diş Politika* nous montre que jusqu'en 1973, dans les analyses pourtant nombreuses des relations gréco-turques, la question égéenne n'est jamais mentionnée. La première évocation du statut problématique du Dodécanèse se trouve dans un article rédigé par Ü. Haluk Bayülken -alors ministre des Affaires étrangères -en mars 1973. Quant à la question des eaux territoriales en Égée, elle est pour la première fois évoquée en décembre 1973.

- 19 Au-delà d'une question d'agenda, le problème égéen pose la question de la souveraineté de l'État sur les mers, le fond des mers et les airs. Bien qu'ils soient interdépendants et complexes, pour une meilleure compréhension de cet exposé, on peut diviser ces problèmes en deux sous-parties pour faire état d'une part, des questions relevant directement des droits réciproques sur la mer Égée et d'autre part, des questions concernant le statut des îles grecques dans cette mer. On peut dire que, globalement, la première série entraîne des conséquences économiques et la deuxième, stratégiques.
- 20 La mer Égée est une mer « semi-fermée » délimitée, à l'ouest, par la Grèce continentale, à l'est, par l'Anatolie, au nord, par la Thrace et au sud, par la grande et longue île de Crète. À l'intérieur de cette mer se trouvent 2383 îles de dimensions variées et plusieurs centaines d'îlots, soit solitaires soit archipélagiques, tous sous souveraineté grecque sauf deux, Gökçeada et Bozcaada (Imvros et Ténédos) qui contrôlent l'accès au détroit des Dardanelles. Le contexte historique et psychologique ne serait pas, par lui-même, suffisant pour créer les conditions d'un conflit si ne s'y ajoutaient des données « objectives » qui ne dépendent ni des attitudes ni de la conjoncture. La géographie comme l'histoire font que la mer Égée représente une source inépuisable de problèmes entre les deux pays. Il est vrai qu'elle revêt aujourd'hui plus d'importance pour la Grèce que pour la Turquie. Les îles de l'Égée totalisent un tiers du territoire grec et 30 % de la population grecque (3 millions sur 10 millions environ) est concentrée sur une bande de 100 km de longueur, en bordure de la mer Égée. De surcroît, la marine marchande représente l'une des ressources économiques principales de la Grèce avec le tourisme. D'un autre côté, la Turquie veut profiter des ressources marines, sous-marines et souterraines de cette mer et briser un sentiment d'encerclement renforcé depuis la militarisation des îles du Dodécanèse. Dans ces conditions, on comprend mieux les différents problèmes qui découlent de cette mer. Même si on accepte la thèse grecque,

journal officiel à Ankara⁶. La question de la souveraineté sur le plateau continental est unilatéralement amenée par la Grèce devant la Cour internationale de Justice en août 1976. La Cour n'a cependant pas pu reconnaître qu'il y avait un différend, faute de compétence, la Turquie n'ayant pas accepté sa saisine⁷. Cette attitude consistant à refuser l'arbitrage de La Haye est assez fréquente de la part des autorités turques qui refusent de prendre des risques. De la sorte, Ankara n'est pas obligé de nier une éventuelle décision défavorable, ce qui serait très inconfortable dans le concert international.

- 22 L'interprétation de l'importance de la délimitation du plateau continental varie selon les deux pays aussi. Si la Grèce considère que le différend est de nature juridique et ne touche en rien « les intérêts vitaux stratégiques ou politiques des deux pays », la Turquie, en revanche, estime que c'est un différend d'une « nature hautement politique » qui affecte « directement ses intérêts vitaux ». Devant ces deux thèses opposées nous croyons, sans donner raison à l'une ou l'autre partie, que le conflit est d'une nature politique. Un ordre juridique n'est qu'un système dynamique de normes qui est né de la politique et évolue avec la politique. À partir du moment où on admet l'interdépendance du droit et de la politique, le débat sur la nature du conflit égéen devient caduc. Le même type de débat existe sur le problème des eaux territoriales.
- 23 La convention de 1958 de Genève a fixé à 12 milles nautiques la souveraineté des États côtiers. Si la Grèce a adhéré à cette convention, en spécifiant qu'elle réservait sa décision sur son application, la Turquie n'y a pas adhéré. Les deux pays ont observé durant la période qui nous concerne et continuent à observer encore aujourd'hui, la limite de 6 milles nautiques adoptée dans les années 1920. Avec la règle des 6 milles, la Grèce détient 35 % des eaux de cette mer contre 8,8 % pour la Turquie, le reste étant considéré comme des eaux internationales. Si la règle des 12 milles était appliquée, ce qui serait perçu comme un *casus belli* pour les dirigeants turcs, ces parts seraient respectivement de 64 % pour la Grèce et de 10 % pour la Turquie, le reste faisant partie des eaux internationales ; en outre, les communications maritimes entre les ports turcs ne pourraient se faire qu'en passant par les eaux territoriales grecques. Athènes, de son côté, fait valoir qu'il est essentiel de maintenir ouvertes les communications entre le continent et ses prolongements insulaires de la mer Égée.
- 24 Une troisième source de conflit s'est ajoutée à ces deux premières depuis les années 1970. Il s'agit de l'espace aérien et de la FIR (Flight Information Region⁸). L'apparition de ce problème semble être liée plus directement aux détériorations des relations gréco-turques depuis juillet 1974. Là aussi, la chronologie joue un rôle fondamental dans l'argumentation. Le problème se pose tout d'abord au sujet de l'étendue de l'espace aérien grec. La Grèce entend étendre son espace aérien national à 10 milles tandis qu'elle applique la règle des 6 milles nautiques pour délimiter ses eaux territoriales, du moins dans la pratique. Elle fonde sa démarche sur deux arguments principaux : 1° l'établissement d'un espace aérien est conforme au droit international ; 2° le temps écoulé depuis son établissement en 1931 jusqu'en 1974 sans protestation de la Turquie justifierait son bien-fondé. La Turquie réfute ces deux arguments en niant la conformité de cette pratique au droit international (d'après la Convention de Montego Bay, l'espace aérien s'étend aux eaux territoriales) et en insistant sur le fait qu'elle a réagi « dès qu'elle a été mise au courant de cette pratique par l' Organisation de l'Aviation Civile Internationale », ce qui a été fait au milieu des années 1970 !

- 25 La question du **statut des îles grecques** proches des côtes turques présente un aspect plus directement stratégique. La Turquie proteste contre la militarisation de ces îles (îles du Dodécanèse notamment). Pour Ankara, cette militarisation (accélérée à partir de 1974) constitue une violation des traités de Lausanne (1923) et de Paris (1947). La Grèce, pour sa part, défend sa position en trois points : 1° la militarisation des îles est rendue nécessaire par la menace d'une éventuelle agression turque. Les clauses relatives à la démilitarisation des îles de l'Égée orientale ont, par ailleurs, été rendues caduques par le Traité de Montreux (1936). 2° le Dodécanèse ne peut être concerné par Lausanne vu que ces 12 îles sont passées sous la souveraineté grecque après la Deuxième Guerre mondiale en 1947 (auparavant elles étaient sous souveraineté italienne). 3° la Turquie militarise aussi Imvros (Bozcaada) et Ténédos (Gökçeada) - restées turques en vertu de l'article 4 du Traité de Lausanne - à l'embouchure des Dardanelles en violation des traités, dont elle demande le respect. La Turquie répond point par point à ces arguments : 1° il n'existe aucune agression ni menace turque en Égée. 2° les clauses du traité de Lausanne concernant les îles égéennes sont applicables à toutes les îles même à celles qui n'appartenaient pas à la Grèce en 1923, dans la mesure où le traité entendait, avant tout, pacifier la mer Égée. 3° la situation de Gökçeada et de Bozcaada est particulière, les deux îles étant les verrous des Dardanelles, leur militarisation vise surtout à empêcher une éventuelle tentative soviétique de passage des détroits et ce nouveau statut a été entériné par la Convention de Montreux. Cette controverse débouche à nouveau sur une impasse dans la mesure où les arguments des deux parties sont audibles mais incompatibles.
- 26 Cette bataille d'argumentation technique, juridique et politique montre qu'il est bien difficile, si ce n'est impossible, de donner « raison » ou « tort » à l'une ou l'autre des parties, chaque argument entraînant une série de contre-arguments et chaque déclaration provoquant une autre série de déclarations. D'ailleurs, l'objectif de ce travail n'est pas de trancher sur ces questions mais de constater qu'il existe, sur une quantité d'enjeux, un manque total de confiance entre les dirigeants des deux pays. Les uns mettant en avant l'histoire militaire ottomane et les autres prétextant les volontés irrédentistes et enosistes. Décidément, les élites politiques des deux pays comme, peut-être, leurs citoyens ont l'air d'être convaincues que l'autre pays s'est juré de l'anéantir. La question très sensible de la « souveraineté » est une illustration parfaite de cette hostilité.
- 27 Enfin existe, toujours en mer Égée, un autre problème de souveraineté, celui concernant les rochers et îlots proches des côtes turques. Un peu plus haut, nous disions que toutes les îles égéennes étaient sous souveraineté grecque. Ceci n'est pas tout à fait exact, dans la mesure où la Turquie revendique la souveraineté sur des rochers proches de ses côtes. Cela peut sembler dérisoire à première vue, mais ces arguties dissimulent des enjeux autrement sérieux, notamment en ce qui concerne la délimitation des eaux territoriales et du plateau continental des deux pays. La récente crise à propos du minuscule rocher d'Imia/Kardak en 1996 l'a bien montré. D'ailleurs, durant cette crise, le rôle très néfaste de la presse populiste des deux pays s'est à nouveau vérifié⁹. Au-delà de ces problèmes techniques, il y a toute une réflexion à mener sur les notions de frontière et de souveraineté pour pouvoir comprendre les conflits égéens.

c) Minorités réciproques

- 28 La question des minorités réciproques nous permet d'aborder la place du nationalisme dans les relations gréco-turques. Au lendemain du traité de Lausanne (1923), avec l'échange obligatoire des minorités, les deux pays se sentaient à l'abri d'un conflit de nature irrédentiste. Il faut savoir que cette question a été la première à être réglée pendant les négociations gréco-turques qui ont suivi la guerre de 1919-1920. En effet, six mois avant la signature du traité de Lausanne proprement dit, un protocole décidait de l'échange obligatoire des populations orthodoxes vivant à l'intérieur des frontières du nouvel État turc contre les musulmans vivant en Grèce. Les orthodoxes installés à Constantinople avant 1918 et les musulmans de Thrace occidentale n'étaient, cependant, pas concernés par le traité. Depuis, plusieurs problèmes sont apparus concernant les deux populations exclues des échanges. D'ailleurs, à la base de tous ces problèmes il y a, nous pensons, cette idée de réciprocité. Car la Turquie et la Grèce n'ont pas réussi, au bout de 70 ans, à comprendre que ce sont des citoyens de leur pays et non pas des pions à utiliser contre le pays d'en face ni une monnaie d'échange, encore moins un moyen de pression.

L'emblème du Lycée minoritaire grec Zografeion

- 29 À cause de cette vision perverse, la minorité grecque-orthodoxe d'Istanbul a souffert au point qu'il n'en reste que quelques milliers de représentants à Istanbul. La veille de l'échange, on comptait à Istanbul quelques 300 000 Grecs-orthodoxes regroupés, pour la plupart, dans les quartiers du Phanar, où le Patriarcat était maintenu et dans celui de Péra, le quartier levantin d'Istanbul, ainsi que dans les îles des Princes proches de la côte asiatique. De nouvelles perspectives de vie en Grèce, les pressions turques dues à la nature nationaliste du nouveau régime kémaliste et, finalement, l'obligation de partir pour ceux qui s'étaient installés dans la ville après 1918, ont fait qu'en 1927 on ne

comptait déjà plus que 100 000 personnes. Comme leur pendant en Thrace occidentale, les orthodoxes d'Istanbul étaient aussi protégés par les clauses 37 à 45 du traité de Lausanne qui leur conféraient des droits négatifs, c'est-à-dire l'égalité absolue avec les autres citoyens de l'État et des droits positifs, c'est-à-dire des droits supplémentaires accordés pour les protéger d'une disparition ou d'une assimilation. Il s'agit plutôt de droits concernant la liberté religieuse et linguistique. Durant la période de rapprochement gréco-turc qui se situe approximativement entre 1930 et 1942, face au danger commun alors incarné par l'Italie fasciste, la minorité grecque d'Istanbul en a profité pour s'épanouir. Les difficultés ont commencé à partir de 1940, à un moment où, tout en proclamant sa neutralité (que l'on a qualifié de bienveillante à l'égard des puissances de l'Axe)¹⁰, la Turquie subissait les influences économiques, sociales et idéologiques de la guerre. On peut dire qu'à partir de cette date, trois coups durs sont venus mettre à l'épreuve la communauté grecque :

Les développements pendant la Deuxième Guerre mondiale :

- 30 À partir de 1930, commence dans les relations gréco-turques une période de calme relatif. Les Grecs de Turquie profitent effectivement de cette période et s'émancipent tant du point de vue économique que culturel. Avec le recul, la décennie 1930 peut être considérée comme l'une des plus heureuses de la minorité. Avec le début de la Deuxième Guerre mondiale, les difficultés commencent. Malgré le nombre limité de minoritaires (non-musulmans) et malgré les relations bilatérales apaisées, l'arrivée de la guerre a réveillé d'anciennes hantises chez les responsables turcs et dans l'opinion publique. Comme l'atteste bien la théorie de l'agenda politique et public, il est difficile de savoir si c'est l'opinion publique qui a orienté les actions gouvernementales ou si ce sont les dirigeants qui ont créé une opinion publique défavorable aux minoritaires¹¹. Quoi qu'il en soit, un climat de suspicion à l'égard des minoritaires régnait alors. Une fois de plus, les membres des minorités non-musulmanes, y compris les Grecs, étaient soupçonnés de former une cinquième colonne.
- 31 Les mesures « préventives » anti-Grecques ne tardèrent pas. Dès 1941, les Grecs ont commencé à être mobilisés non pas dans les corps armés habituels mais dans les corps spéciaux créés pour l'occasion et appelés *yirmi kura ihtiyatlar*¹². On en compte jusqu'à une vingtaine dans les contrées reculées d'Anatolie. Il n'existe pas à notre connaissance d'études consacrées particulièrement à ce sujet. Certains ouvrages de Grecs d'Istanbul en parlent¹³. Il semblerait que le traitement des minoritaires dans ces « camps » n'ait pas été trop sévère. Mais les minoritaires qui ont vécu cet épisode prétendent qu'ils étaient victimes de pressions psychologiques. Même en l'absence d'un mauvais traitement, l'application d'une telle mesure montre toute la complexité de la situation pour les Grecs de Turquie. D'autant plus qu'une année plus tard une autre mesure, encore plus inacceptable et plus dévastatrice quant aux conséquences, intervient. Il s'agit de « l'impôt sur la fortune » autrement dit du *varlık vergisi* :
- 32 Trois causes se chevauchent pour expliquer l'établissement d'une telle mesure discriminatoire
 1. Indécision du gouvernement d'İnönü quant à la politique à suivre pour rester en dehors de la guerre. İnönü n'entend se brouiller ni avec les Alliés ni avec l'Axe pour pouvoir choisir le meilleur moment pour participer à la guerre avec les meilleurs alliés.
 2. Situation économique catastrophique du pays due à la conjoncture internationale¹⁴ mais aussi à des problèmes plus structurels tels que le retard d'industrialisation. Par ailleurs,

l'absence d'une classe bourgeoise turque dominant le monde des affaires pose problème aux dirigeants¹⁵.

3. Et finalement, fort climat de suspicion à l'égard des minoritaires quant à leur loyauté à l'État turc.

- 33 La combinaison de ces trois causes conjoncturelles et structurelles a amené le gouvernement de l'époque (en 1942, İsmet İnönü est alors Président de la République - Atatürk étant décédé en 1938 ; Rüştü Saraçoğlu est chef du gouvernement) à voter la loi n° 4305 dite *varlık vergisi*, pour imposer la fortune (et non pas les revenus¹⁶) de la bourgeoisie.
- 34 Au départ, on invoque le besoin de fonds de l'État turc et le « trop-plein d'argent en circulation »¹⁷. Mais l'application sera nettement anti-minoritaire. Car bien que cela ne soit pas explicitement indiqué dans la loi, il existe quatre catégories d'imposables : les musulmans, les convertis, les non-musulmans et les étrangers qui sont imposés d'une façon dégressive. La fixation des taux a, par ailleurs, été laissée à l'initiative des membres de commissions créées pour l'occasion¹⁸. Les commissions étaient constituées des membres du Parti Républicain du Peuple (le Parti unique de l'époque) qui étaient exclusivement des musulmans.
- 35 Les membres de la commission d'un département déterminaient l'impôt dû par l'individu et lui laissaient 15 jours pour s'en acquitter. Étant donné que les sommes réclamées étaient souvent exorbitantes, une grande partie des imposables n'arrivait pas à les payer dans ce délai irréaliste. Parmi les non-musulmans, une partie limitée de ceux qui n'ont pas pu s'acquitter de leurs dettes a été envoyée dans des « camps de travaux » (*çalışma kampları*) pour des durées assez courtes. Il s'agissait, en fait, de les faire travailler dans des projets de construction de routes et autres projets semblables, en général à l'est du pays. Par ailleurs près de 800 biens immobiliers ont été confisqués par l'État¹⁹.
- 36 Devant l'impopularité d'une telle mesure et devant les critiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, 16 mois après le début de son application, l'impôt sur la fortune a été aboli, le 15 mars 1944. Cette période a non seulement entraîné un début de « turquification » de l'économie mais aussi constitué le premier coup porté à la communauté grecque de Turquie. Certes, le grand exode n'a pas encore commencé mais les Grecs d'Istanbul ont désormais perdu la confiance en la possibilité d'un avenir serein en Turquie.

Les événements du 6/7 septembre 1955

- 37 Le climat de bonne entente momentanément rétabli avec la fin de la guerre civile en Grèce, favorable aux deux minorités, s'interrompt avec les tensions bilatérales dues à l'envenimement de l'affaire chypriote. Dès septembre 1954, l'opinion publique en Turquie reproche au Patriarcat œcuménique²⁰ son silence sur les événements de Chypre. En 1955, la presse turque invite à maintes reprises Athénagoras, le Patriarche, à rappeler à la raison l'archevêque de Chypre, Mgr Makarios²¹. Bien entendu, le soutien que Makarios avait obtenu en Grèce et dans la communauté grecque établie aux États-Unis empêchait toute intervention directe²². La campagne de presse de *Tercüman* et de *Hürriyet*, rejoints bientôt par *Cumhuriyet*²³, s'amplifie. Une nouvelle donnée d'abord par la radio puis reprise par le quotidien progouvernemental *İstanbul Ekspres* dans l'après-midi du 6 septembre 1955, qui annonçait un attentat à la bombe dans la maison natale

de Mustafa Kemal Atatürk à Thessalonique, sera la goutte qui fera déborder le vase. La nuit du 6/7 septembre est l'une des pages noires de l'histoire contemporaine turque : des milliers de Stambouliotes, profitant de la passivité des forces de l'ordre, ont suivi des provocateurs pour casser, saccager, détruire des magasins, maisons, écoles et autres lieux appartenant aux Grecs d'Istanbul²⁴.

La nuit du 6/7 septembre 1955 à Beyoğlu

- 38 Le caractère programmé et calculé de ces événements de vandalisme n'est plus à prouver depuis le procès de Yassıada où on a, entre autres, jugé Adnan Menderes, Premier ministre lors des événements. Les Turcs de Thrace occidentale ont vécu une grande frayeur après les événements du 6/7 septembre. La minorité a eu peur des représailles, qui seront par la suite la règle dans la question des minorités entre la Grèce et la Turquie. Il semble, cependant, qu'immédiatement après le 6 / 7 septembre, ces représailles n'aient pas eu lieu²⁵.
- 39 Les événements du 6/7 septembre ont naturellement affecté les Grecs d'Istanbul. Avant tout, il y a eu des dommages matériels énormes²⁶. Mais ces dommages ont été compensés, du moins en partie, par le gouvernement turc. Les vraies plaies, qui auront du mal à se cicatriser, étaient d'ordre psychologique et sentimental. La réaction première a été de se renfermer sur soi, de ne plus évoquer cet épisode triste ni dans les journaux²⁷, ni dans les discussions. D'opter pour une attitude de « ce qui est fait est fait, passons à autre chose maintenant ». C'est ensuite seulement que l'on a compris la profondeur de la blessure. Dans la mémoire collective des Grecs d'Istanbul, surtout chez ceux qui ont émigré en Grèce ou ailleurs, cet événement a été amplifié et est considéré aujourd'hui comme l'une des causes de l'exode. Pourtant, il semblerait que malgré la peur déclenchée par ces événements, le Patriarcat et l'élite minoritaire aient réussi à empêcher la minorité d'émigrer massivement. Les chiffres confirment que bien qu'il y ait eu un effritement, l'abandon massif de la ville n'a pas encore commencé²⁸.

L'expulsion des ressortissants grecs en 1964

- 40 Des années 1950 à nos jours, la vie de la minorité grecque d'Istanbul a été couplée à la situation chypriote. Ils ont été vus et considérés comme liés aux événements qui se déroulaient à Chypre et même dans certains cas, comme responsables de ces événements.
- 41 L'expulsion des Grecs (de nationalité grecque), en 1964, est le meilleur exemple de cette politique de représailles. Ainsi, les Grecs de Turquie ont été non seulement punis pour les actes commis par les Chypriotes grecs mais de plus ont servi comme monnaie d'échange.
- 42 Lorsqu'en 1963, le Président de République chypriote, l'archevêque Makarios, décide d'amender la Constitution de 1960, le gouvernement d'İsmet İnönü tente de réagir, en brandissant notamment la menace d'une intervention armée. On a vu que, dans le contexte de l'époque, l'intervention était difficilement réalisable. C'est cette impuissance, plutôt le sentiment d'impuissance, qui a conduit le gouvernement turc à frapper un coup spectaculaire pour montrer à l'opinion publique turque ainsi qu'au gouvernement grec -tenu, à tort ou à raison, comme responsable des événements chypriotes -que la Turquie, quand il le fallait, ne mâchait pas ses mots. Ainsi, le 17 mars 1964, la Turquie annula unilatéralement le traité qui avait permis en 1930 à beaucoup

de Grecs d'Istanbul, qui avaient opté pour la nationalité grecque, de revenir et de s'installer dans la ville.

- 43 À la suite de cette mesure, durant toute l'année 1964, les Grecs d'Istanbul ont été expulsés de force de Turquie. Cette expulsion a été inévitablement suivie par l'exode des Grecs de nationalité turque. Car, depuis 1930, la communauté grecque de la ville s'était organisée sans considération de citoyenneté. Les mariages entre les Grecs des deux nationalités étaient très courants. Et naturellement, chaque citoyen grec expulsé avait dans sa famille proche des citoyens turcs qui l'ont suivi dans l'exode.
- 44 Déjà à la fin des années 1950, avec l'envenimement de la question chypriote, un discours anti-grec et par extension anti-rum²⁹ était réapparu dans l'opinion publique à travers les déclarations politiques et les propagandes médiatiques. Les fondements du discours étaient jetés. Ainsi, la réapparition des manifestations anti-rum en 1964 a été peu contestée. L'exacerbation du nationalisme par la presse ou les déclarations des responsables politiques a fait qu'il y a eu peu de réactions négatives à l'abolition du traité de 1930. Au contraire, la presse a réveillé les vieilles rancunes datant de 1919-1922 et par la suite de 1942 (impôt sur la fortune) et de 1955 (6/7 septembre). La littérature dénonçant ces minoritaires qui détiennent les postes clefs de la société et celle militant pour la turquification de l'économie réapparaissent. La presse semblait être tout à fait consciente du drame qui allait s'ensuivre et fondait ses commentaires sur des calculs en termes de « pertes » ou de « gains ». Lorsque le 16 mars 1964, lors du 44^e anniversaire de la libération d'Istanbul, le gouvernement décida de ne pas renouveler les visas des ressortissants grecs, *Milliyet* annonça la décision en précisant que « *nous ne subirons aucune perte* »³⁰.
- 45 Dans l'indifférence de l'opinion publique turque et stambouliote, les Grecs commencent à quitter le pays dès la fin du mois de mars, c'est-à-dire quinze jours après la décision du gouvernement d'abolir le traité de 1930³¹. Leur départ est accompagné par une pression sur les écoles grecques minoritaires de la ville ainsi que par une énième remise en question du statut du Patriarcat. À la fin de l'application des expulsions, Istanbul avait perdu non seulement les quelque 12 000 ressortissants helléniques mais en plus une bonne partie des Grecs de citoyenneté turque.
- 46 Cette politique ne concerne pas seulement les Grecs d'Istanbul. Les Grecs des deux îles de l'embouchure des Dardanelles, Imvros et Ténédos (Gökçeada et Bozcaada), ont également été l'objet de pressions gouvernementales. La turquification des deux îles commencée dans ces années-là continue toujours. Le discours anti-grec réservait à Imvros et Ténédos une place particulière. Imvros avait une population presque exclusivement grecque mis à part les fonctionnaires d'État et à Ténédos, les populations turque et grecque étaient quasiment équivalentes. En 1964, la population totale des deux îles était estimée à 7 000 personnes. En représailles aux événements chypriotes, les écoles minoritaires de l'île ont été rattachées au ministère de l'Éducation nationale³².
- 47 On craignait qu'un jour les habitants de l'île réclament un plébiscite pour voter leur rattachement à la Grèce (l'exemple de Chypre était devant leurs yeux). Pour prévenir tout scénario de ce genre, le gouvernement décida de favoriser l'installation de 6000 Turcs dans les deux îles³³. Ces mesures ont été contestées devant l'UNESCO par la Grèce³⁴. La Turquie, selon les règles de réciprocité, a demandé que l'on discute, pendant la même réunion, des pressions exercées sur les écoles turques en Thrace occidentale³⁵.

Dereköy : un village grec de Gökçeada

- 48 Selon le recensement de 1960, il y avait 106 000 Grecs orthodoxes (de nationalité turque) vivant en Turquie. Cinq ans plus tard, le recensement de 1965 montre que 30 000 sont déjà partis, dans les pas des 12 000 Grecs de nationalité hellénique³⁶. Mais l'exode ne s'arrête pas là. De 1964 à nos jours, les départs se poursuivent d'une façon plus volontaire peut-être, mais aussi plus régulière.

Vartholoméos 1er

- 49 En marge de la minorité grecque orthodoxe d'Istanbul, il faut mentionner la situation du Patriarcat orthodoxe de Phanar. Il est vrai que malgré le nombre très faible de Grecs orthodoxes en Turquie, le Patriarcat jouit toujours d'un prestige et d'un pouvoir spirituel et politique non négligeables. La question du maintien du Patriarcat à Istanbul fut un problème complexe et épineux. Au lendemain de la conquête de la ville en 1453, le Sultan Mehmet II avait voulu le maintenir dans la ville pour plusieurs raisons : en maintenant l'institution patriarcale à *Kostantinniye* et en en nommant le chef (Gennadios), le Sultan ottoman avait la possibilité de se désigner un interlocuteur soumis représentant les très nombreux orthodoxes et responsable d'eux.
- 50 Pendant toute la période ottomane, un double processus de légitimation s'est opéré : le Patriarche dispose des pouvoirs juridictionnel et politique sur tous les orthodoxes de l'Empire (Grecs ou pas, du moins jusqu'à la montée des nationalismes avec lesquels les Slaves orthodoxes obtinrent leur autonomie religieuse) mais il rend ses comptes directement au Sultan. Ainsi, cette institution avait été tenue pour responsable de plusieurs « révoltes » des orthodoxes. Dans le traité de Lausanne, la question du Patriarcat est revenue à l'ordre du jour. Le chef de la délégation turque, İsmet Paşa, souhaitait le départ du Patriarcat d'Istanbul. Mais comme les Grecs d'Istanbul ont été exemptés de l'échange obligatoire et comme Lord Curzon s'opposait farouchement au transfert du Patriarcat tout comme Venizélos, le siège de l'orthodoxie grecque resta à Istanbul, dans le quartier du Phanar. L'attitude de l'opinion publique turque et de l'État turc envers le Patriarcat a été semblable à celle qui prévalait dans l'Empire ottoman. C'est-à-dire que tout en accusant le Patriarche de trop se mêler de politique, on l'a tenu responsable de certaines frictions gréco-turques. L'opinion publique reprocha ainsi au Patriarche de ne pas intervenir auprès de Mgr Makarios à Chypre, en faveur des Turcs.
- 51 Il est vrai que la situation du Patriarcat est toujours ambiguë. Alors que les Grecs orthodoxes (de Grèce mais aussi des États-Unis) le considèrent comme « œcuménique », l'attitude de la République a été de le considérer comme une Église s'adressant uniquement aux Grecs d'Istanbul. Si la thèse de l'universalité du Phanar ne résiste pas à l'analyse (ni *de jure* car il s'agit d'une institution de droit commun turc, et le Patriarche est toujours un orthodoxe d'origine grecque mais de nationalité turque ; ni *de facto*, notamment parce que les orthodoxes disposent de plusieurs églises autocéphales), son importance symbolique ne doit néanmoins pas être sous-estimée. Il faut prendre en compte la fusion de l'identité grecque et de la religion orthodoxe pour comprendre le symbolisme politique du patriarcat au-delà de son rôle religieux.

Sceau du Patriarcat œcuménique de Constantinople

- 52 **La situation de** la minorité musulmane de Thrace occidentale est aussi complexe que celle des Grecs orthodoxes d'Istanbul. Les pressions exercées contre elle, réelles mais aussi imaginaires, se sont multipliées depuis la fin de la guerre civile grecque, en 1949. Des problèmes de plusieurs ordres ont existé et continuent d'exister encore de nos jours, à la tête desquels il faut mentionner celui de la reconnaissance de son identité. Cette minorité d'environ 120 000 âmes est désignée en tant que musulmane dans le traité de Lausanne -traité qui ne reconnaissait de minorité que confessionnelle. Depuis les années 1950, les élites de la minorité, ses députés et journalistes (soutenus, encouragés et financés par la Turquie) réclament la reconnaissance de leur identité turque. Or, les autorités grecques la leur refusent, d'une part, parce que la minorité est définie selon la confession religieuse dans le protocole d'échange et dans le traité de Lausanne, et d'autre part, parce qu'elle est composée de trois différentes ethnies : les Turcs proprement dits, les Pomaks qui sont une population d'origine slave parlant la langue pomak comme langue maternelle mais connaissant le turc pour la plupart, et les gitans parlant le rom. Une partie importante de l'élite minoritaire est d'origine pomak mais affirme sa « turcité ». Dans cette démarche identitaire, différents intérêts, y compris matériels, entrent en ligne de compte. D'ailleurs, l'élite minoritaire est divisée en deux : ceux qui sont « progrecs » et ceux qui sont « pro-turcs ». C'est ainsi qu'en analysant cette minorité, nous avons eu l'impression que ses membres appartenaient, dans leur représentation, à un espace géographique et politique situé entre les deux pays³⁷. Outre ce problème identitaire, il existe toute une série de protestations concernant des questions plus concrètes. Les plaintes les plus fréquentes portent sur les confiscations de terres. La communauté musulmane de Grèce s'étant consacrée en grande partie à l'agriculture, celles-ci fragilisent considérablement sa situation économique. La moindre expropriation, même justifiée, est considérée comme visant à anéantir la minorité. Une deuxième plainte importante concerne l'enseignement. Les Turcs de Thrace estiment que la Grèce entrave l'enseignement de la langue turque en empêchant l'arrivée d'enseignants de Turquie et en refusant les livres scolaires préparés par l'Éducation nationale turque. Par ailleurs, la fondation d'une école de formation d'instituteurs, exclusivement réservée aux enfants pomaks et destinée à les envoyer ensuite dans les villages turcs, est vivement critiquée. Dans le même ordre d'idées, la minorité a été divisée au sujet de l'élection des hauts dignitaires religieux, les

muftis. La Grèce, qui refuse la tenue d'élections, nomme des *muftis* qui ont le statut de fonctionnaires, mais une partie de la communauté ne les accepte pas et élit illégalement ses propres chefs religieux. Dans ce cas, les affaires religieuses sont bicéphales, ce qui rend la vie quotidienne particulièrement compliquée dans la mesure où ces muftis possèdent certaines prérogatives juridiques, notamment pour ce qui concerne les litiges relevant du droit de la famille. Mis à part ces problèmes, on peut faire état de la question de la gestion des fondations pieuses, de la délivrance des permis de conduire et de construire, etc. Mais par-dessus tout, nous estimons qu'il existe une pression psychologique, beaucoup plus délétère, qui décourage les jeunes membres de la communauté à rester en Grèce et les contraint à émigrer en Turquie. Comme la Turquie pour la minorité orthodoxe, la Grèce non plus n'a jamais accepté la minorité musulmane comme faisant partie à part entière de sa nation. Avec une telle vision des deux côtés, la réciprocité a toujours rimé avec représailles. L'exemple le plus typique est celui de la question des livres scolaires : les deux pays refusent de distribuer des livres aux écoles minoritaires grecques en Turquie et turques en Grèce tant qu'en face les livres n'ont pas été distribués selon le principe de la réciprocité. À partir de ce moment-là, un cercle vicieux et absurde commence : la Grèce ne donnant pas de quoi s'instruire à ses citoyens pour punir la Turquie qui fait de même pour les siens.

- 53 Ces quelques exemples du traitement des minorités suffisent à démontrer que l'idée d'État-nation, dans sa définition très restrictive, est toujours prédominante dans l'esprit des dirigeants des deux pays malgré la crise, supposée, que vit cette notion en Europe occidentale. Les dirigeants des deux États sont persuadés que les minorités ne sont que les cinquièmes colonnes du pays d'en face, destinées à miner l'unité de l'État, agissant sous l'ordre de leurs capitales respectives. La même représentation existe à Chypre aussi, ce qui a certainement contribué à empêcher la formation d'un État unitaire.
- 54 Il s'agit là d'une énumération non exhaustive des problèmes bilatéraux. En effet, les années 1990 ont vu apparaître d'autres controverses. Le rôle de la Grèce dans les relations turco-européennes ainsi que dans le problème kurde en Turquie sont les cas les plus connus. C'est pourtant autour de ces deux derniers contentieux qu'est apparu un climat de rapprochement en 1999. Mais il est important de souligner que cette « détente » n'est pas la première dans les relations des deux pays. L'analyse de ces périodes de coopération et d'amitié peut être utile à la compréhension de la situation actuelle.

NOTES

1. Mis à part Antioche, pour la Turquie, acquise en 1939, et le Dodécannèse, pour la Grèce, rattaché en 1947.
2. Pour plus de détails sur ce plan qui prévoyait l'abandon de la souveraineté britannique sur l'île, voir Sönmezoğlu F., *Türkiye-Yunanistan İlişkileri ve Büyük Güçler*, İstanbul : Der, 2000, p. 74.
3. Le texte intégral de la lettre se trouve dans Bozdemir M., *Les clés de la Méditerranée orientale : Turquie, Grèce, Chypre*, Paris : FEDN, 1989, p. 192.

4. Pour un aperçu large des points de vue grecs concernant le conflit égéen voir, entre autres, The Aegean Dispute. Le différend gréco-turc en mer Egée, Etudes Helléniques -Hellenic Studies, 4 (2), 1996.
 5. Voir entre autres Kurumahmut A., *Ege'de Temel Sorun*, Ankara : Türk Tarih Kurumu, 1998, Sönmezoğlu F., op.cit., pp. 181-185, Pazarcı H., « Aspects juridiques des différends gréco-turcs en mer Egée » in Vaner S. (dir.), *Le différend gréco-turc*, Paris : L'Harmattan, 1988, pp. 101-120.
 6. Sur cette compétition de recherche de pétrole en mer Egée voir Bertrand G., *Le conflit helléno-turc : nouvelles donnees et nouveaux acteurs dans le système postbipolaire et à l'âge de la globalisation*, Paris, IEP, thèse non publiée, 2000, pp. 65-69.
 7. La Cour internationale de justice doit être saisie par les 2 parties pour pouvoir trancher un litige juridique.
 8. Aire de contrôle de sécurité de l'aviation civile.
 9. Pour le déroulement de la crise d'Imia/Kardak et d'autres développements sur les zones grises, voir Bertrand G., op.cit., pp. 79-84.
 10. Pour plus de détails sur la période de la Deuxième Guerre mondiale en Turquie, voir comme publication récente : Deringil S., *Denge Oyunu. İkinci Dünya Savaşı'nda Türkiye'nin Dış Politikası*, Istanbul : Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1994. Étonnamment, l'ouvrage ne mentionne jamais l'épisode de l'impôt sur la fortune.
 11. Sur le concept de l'agenda voir : Padiolo J. G., *L'État au concret*, Paris : P.U.F., 1982. Sur les relations entre l'opinion publique et l'action gouvernementale dans la politique étrangère, voir : Merle M. (dir.), *L'élaboration de la politique étrangère*, Paris : P.U.F., 1969.
 12. Mobilisation « préventive » de vingt classes d'âges.
 13. Voir par exemple : Apostolidis N., *Anamniseis apo tin Konstantinoupoli*, Athènes : Trohalia, 1996, pp. 210-218.
 14. Selon Ertuğrul B., *İkinci Dünya Savaşı İçinde Türk Bütçeleri*, Ankara: Maliye Bakanlığı Tetkik Kurulu Yayınları, 1978, p. 89, de 1940 à 1944 les dépenses pour le secteur de la défense dépassaient systématiquement les 50 % du budget global.
 15. Pour plus de détails sur les différentes déclarations des dirigeants de l'époque, consulter : Akar R., *Varlık Vergisi. Tek Parti Rejiminde Azınlık Karşısı Politika Örneği*, Istanbul : Belge, 1992.
 16. Aksin S., *Türkiye'nin Yakın Tarihi*, Istanbul : Cumhuriyet, 1996, p. 107.
 17. Akar, op. cit., p. 49.
 18. Selon le trésorier (*defterdar*) d'Istanbul de l'époque, Faik Ökte, ces commissions fonctionnaient selon le bon vouloir des percepteurs ("keyfiyete bağlı"), Ökte F., *Varlık vergisi faciası*, Istanbul : Nebioğlu Yayınları, 1951, p. 68.
 19. Weisbant E., *İkinci Dünya Savaşı'nda İnönü'nün Dış Politikası*, Istanbul : Milliyet Yayınları, 1974, p. 290.
 20. Le caractère œcuménique du Patriarcat est contesté par les dirigeants turcs.
 21. *Tercüman*, 2 juillet 1955.
 22. Selon les défenseurs de la cause grecque à Chypre, il existe une autre raison de cette non intervention. Makarios était l' élu du peuple chypriote et il était à la tête d'une église autocéphale. Alexandris A., *The Greek Minority of Istanbul and Greek-Turkish Relations. 1918-1974*, Athènes : Centre for Asia Minor Studies, 1992, p. 253. Athénagoras est considéré comme neutre par Alexandris mais cette neutralité était calculée.
 23. Trois quotidiens qui paraissent à Istanbul.
 24. Pour la description des événements de cette nuit, on peut se référer en grec aux titres suivants : Anonimos Autoptis Martyras, *Ta tourkika egklimata tis Konstantinoupoleos ti 6in kai 7in Septemvriou 1955*, Athènes : EthM, 1959.
- Kaloumenos D., *He historiki alitheia ton gegonoton tis 6-7 septemvriou 1955*, Athènes : p.e., 1996.
- Kaloumenos D., *He stavrosis tou Christianismou*, Athènes : p.e., 1978.

Septembriana 1955 : *He mychta ton Krystallon tou hellinismou tis Polis*, Athènes : Tsoukatou, 1998.
 Stamatopoulou K., *He Teleftaia Analampi : I Konstantinoupolitiki Romiosyni sta chronia 1948-1955*, Athènes : Domos, 1996.

Et en turc : Dosdoğru H., *6 / 7 Eylül Olayları*, Istanbul : Bağlam, 1993, Demirer M. A., *6 Eylül 1955. Yassıada 6/7 Eylül Davası*, Istanbul : Bağlam, 1995.

25. *Trakya*, 29 septembre 1955. "Batı Trakya'nın hiçbir tarafında, bilhassa gazetelerin körükleyici yazılarına rağmen, hiçbir hadise olmamıştır..." (...en aucun lieu de Thrace occidentale, malgré la provocation des journaux, il n'y eut d'événements...).

26. Le bilan de cette nuit concernant les biens appartenant aux Grecs endommagés est controversé. À titre indicatif, on peut mentionner les chiffres suivant : 4340 boutiques et ateliers, 2000 habitations, 110 restaurants, 83 églises, 27 pharmacies, 21 usines, 12 hôtels, 11 cliniques, 5 locaux d'association, 3 locaux de journaux, 2 cimetières, Türker O., "6-7 Eylül Olaylarının Istanbul Rum Basınındaki Yankıları" in *Tarih ve Toplum*, 177, 1998, pp. 13-16, qui cite *He Kathimerini*, 10 septembre 1995

27. Il est vrai que la presse était muselée et qu'il était difficile pour les journaux grecs d'Istanbul de parler des événements. Suite à un article paru dans son édition du 14 septembre 1955, le journal *Eleftheri Foni* a été fermé, comme d'ailleurs d'autres journaux turcs.

28. *Nüfus ve Demografi 1. 1927 -1990*, Istanbul : Istanbul Büyükşehir Belediyesi yayınları, 1997, p. 15. Voir aussi Dündar F., *Türkiye Nüfus Sayımlarında Azınlıklar*, Istanbul : Doz, 1999.

29. Il ne faut pas oublier que si l'appellation "Yunanlı" est réservée aux ressortissants de Grèce, le terme "rum" désigne, encore de nos jours, non seulement les Grecs de Turquie mais aussi les Grecs de Chypre. Après la partition de l'île en 1974, les Turcs désignent Chypre du Sud comme *Kıbrıs Rum Kesimi* : (la partie grecque de Chypre) ou *Kıbrıs Rum Yönetimi* : (la direction grecque de Chypre).

30. *Milliyet*, 17 mars 1964.

31. Demir H., Akar R., *İstanbul'un Son Sürgünleri*, Istanbul : İletişim, 1994, p. 71.

32. Demir H., Akar R., *op. cit.*, p. 150.

33. *Tercüman*, 21 mai 1964.

34. Alexandris A., "Ténédos: from the Treaty of Lausanne to nowadays" in *The Forgotten Island of Ténédos*, Athènes, Anatoli, 1997, p. 32.

35. *Son Havadis*, 21 octobre 1964.

36. Alexandris A., *The Greek Minority...*, *op. cit.*, p. 291.

37. Outre les très nombreux ouvrages en langue turque et grecque concernant cette communauté, on peut citer deux ouvrages récents en langue française : Dalègre J., *La Thrace grecque. Populations et territoire*, Paris : L'Harmattan, 1997, et Akgönül S., *Une communauté, deux États : la minorité turco-musulmane de Thrace occidentale*, Istanbul : Isis, 1999.

2. Les périodes de détente précédentes

a) Atatürk et Venizélos, rapprochement sincère ?

- 1 Si on prend comme point de départ l'année 1923 au moins deux périodes de rapprochement - assez longues et régulières pour prétendre à ce nom - peuvent être observées. La première est celle instituée par Atatürk et Venizélos eux-mêmes et qui s'étale entre les années 1930³⁸ et 1942³⁹. La deuxième est celle allant de 1949⁴⁰ à 1964⁴¹, avec la césure, il est vrai, de l'année 1955⁴².
- 2 Les cinq dates précisées ci-dessus ne sont qu'indicatives car les faits qui leur sont attachés ne peuvent expliquer à eux seuls le renversement des tendances. Ce constat est bien entendu valable pour l'année 1999 aussi. En effet, il s'agit là d'un débat braudélien déjà très ancien entre les ruptures et l'évolution lente dans la science historique. Depuis longtemps, on admet que l'histoire n'est pas faite par les héros au sens dramaturgique du terme. Ainsi, attribuer le bénéfice de la détente aux seuls Atatürk et Venizélos en 1930 ou aux seuls Ecevit⁴³ et Papandréou⁴⁴ en 1999 relève du non-sens. Même si la corrélation entre l'opinion publique, les pressions médiatiques et l'action politique est difficile à définir, il faut admettre que les faits qui survinrent à ces dates sont les fruits d'une évolution plus lente et plus complexe.
- 3 Le premier rapprochement commença avec le retour de Venizélos au pouvoir en 1928. Les premières années qui avaient suivi Lausanne avaient vu une grande instabilité politique en Grèce⁴⁵. Trois gouvernements s'étaient succédé en 1924, suivis de deux coups d'État militaires⁴⁶. Malgré l'accord du 1^{er} décembre 1926 concernant les biens des *établis*⁴⁷ (ceux qui ont été exclus de l'échange de population de 1923), les relations gréco-turques restaient tendues. Mais le retour du Crétois Venizélos détendit cette atmosphère. Un rapprochement était, en tout état de cause, nécessaire dans la mesure où Venizélos et Atatürk voulaient asseoir leur pouvoir.
- 4 Ce rapprochement n'était pas uniquement dû aux préoccupations internes et bilatérales, la conjoncture internationale poussait aussi les deux pays à une sorte d'entente cordiale. La Grèce craignait les volontés révisionnistes de la Bulgarie et la montée du fascisme italien - l'Italie étant soumise depuis 1922 à Mussolini. De son côté,

la Turquie voulait désormais échapper au cercle d'influence de l'Union soviétique de Staline.

- 5 Dans ces conditions, la signature d'une série d'accords était profitable aux deux pays. Nous y trouvons : un traité d'amitié de neutralité et de coopération, un protocole de limitation des forces navales et un accord de résidence, de commerce et de coopération maritime.
- 6 Les bonnes relations gréco-turques ne se limitent pas aux conventions et aux accords entre les deux États. Plusieurs manifestations de bonne volonté émanent alors des deux côtés. En 1931, le Premier ministre turc İsmet İnönü se rendit en visite officielle à Athènes ; de l'autre côté, une délégation de trois cents Crétois vint visiter Istanbul. Ce qui est intéressant et qui peut nous fournir des indices pour comprendre la psychologie des deux peuples dans les années 1930, c'est l'accueil chaleureux fait à İnönü par les Grecs d'Anatolie échangés, identique à l'accueil fait aux Crétois par les Crétois turcs également échangés⁴⁸.
- 7 L'isolement de la Grèce entre deux puissances qui lui sont de plus en plus hostiles, l'Italie et la Bulgarie, accélère ce processus de rapprochement. Déjà en 1929, la Grèce proposait une Union balkanique lors du Congrès Universel de la Paix qui s'était réuni à Athènes⁴⁹. Ce projet se réalise grâce à des initiatives des deux pays. Une première Conférence balkanique se tient à Athènes le 5 octobre 1930 avec la participation de l'Albanie, de la Roumanie, de la Turquie, de la Yougoslavie et de la Grèce. L'expérience est répétée l'année suivante à Istanbul mais se solde par un échec dû au révisionnisme de la Bulgarie⁵⁰. Le scénario se réédite en 1932, à la Troisième Conférence à Bucarest. Ces efforts ne seront couronnés de succès que le 9 février 1934 à Belgrade avec la signature d'un pacte balkanique. Mais c'est un succès mitigé du fait de l'absence de l'Albanie, subissant de plus en plus l'influence italienne, et de la Bulgarie qui se rapproche de l'Allemagne depuis que le Parti national-socialiste y est au pouvoir. D'ailleurs, c'est à la suite de ce dernier événement, en 1933, que la Turquie et la Grèce se garantissent mutuellement le respect de leurs frontières. Mais avec la faillite économique de l'État, la Grèce replonge dans un climat d'instabilité politique qui se solde par le retour du Roi mais surtout par l'établissement du régime dictatorial du Premier ministre Metaxas. Malgré tout, la dictature n'entrave pas les bonnes relations gréco-turques. La meilleure preuve en est le voyage en Turquie de Metaxas en février 1938 pour présider le Conseil permanent de l'Entente balkanique qui a lieu à Ankara. Pour se rendre en Turquie, Metaxas traverse toute la Thrace occidentale, où il est accueilli très chaleureusement par la communauté turque. Le Premier ministre turc de l'époque, Celal Bayar, se rend en Grèce la même année, en empruntant le même chemin.
- 8 Cette période de bonne entente et de relations cordiales s'arrête avec l'entrée en guerre de la Grèce. La Turquie, on l'a vu, bien que neutre, subissait de plein fouet l'impact économique et idéologique de la guerre. Un climat de suspicion régnait alors à l'égard des minoritaires, et notamment à l'égard des Grecs de Turquie. Mais il est tout de même difficile d'affirmer que les épisodes relatés ci-dessus concernant la mobilisation des minoritaires dans des corps spéciaux et le *varlık vergisi* survenus durant la Deuxième Guerre mondiale soient le résultat de la seule détérioration des relations bilatérales. Ainsi considérer la date de 1942 comme la fin brutale d'une période de bonne entente gréco-turque serait artificiel. Il s'agit plutôt d'une évolution lente qui ne connaît que rarement des ruptures radicales. Néanmoins, l'analyse de cette période nous donne des

indices sur les conditions et les causes d'une *détente*. Dans ce cas précis, un environnement international hostile aux deux pays, les préoccupations internes ainsi que la volonté, certes calculée, de dirigeants visionnaires ont permis cette *détente*. Il est vrai que parler d'une pression de l'opinion publique des deux pays en faveur de ce rapprochement serait abusif. Néanmoins, dans la mesure où les premiers bénéficiaires de cette détente étaient les minoritaires des deux pays, on peut supposer que les gouvernements avaient l'appui de leurs bases. Avec le changement de ces paramètres, nous revenons aux relations plus froides et plus éloignées sans pour autant connaître de crises graves.

b) 1951-1964 : États-Unis, acteur incontournable des relations gréco-turques

- 9 De 1942 à 1951, la Turquie observe la Grèce. La défaite des forces communistes ouvre une deuxième période de relations bilatérales apaisées.
- 10 La période qui suit immédiatement la guerre civile grecque est marquée par une relative stabilité politique des deux côtés, stabilité qui a favorisé ce rapprochement. La popularité des deux régimes facilitait les initiatives de relations cordiales qui, dans d'autres circonstances, auraient pu attiser le mécontentement des deux opinions publiques. Outre ce climat de relative stabilité politique, il existe d'autres facteurs conjoncturels. En premier lieu, il faut mentionner le rôle des États-Unis qui voyaient en la Turquie et en la Grèce les meilleurs bastions en Méditerranée orientale contre le stalinisme. La volonté d'adhérer à l'OTAN poussait les deux capitales à œuvrer ensemble pour prouver à Washington qu'elles étaient indispensables et efficaces en Égée contre l'URSS. La meilleure preuve de cette coopération militaire fut la participation à la Guerre de Corée. Les deux pays sont intégrés officiellement à l'Alliance atlantique le 15 février 1952. D'un autre côté, en Grèce, les séquelles de la guerre civile sont encore très présentes et la peur du communisme bulgare se fait de plus en plus ressentir. Dans ces conditions, la coopération avec la Turquie lui semble indispensable.
- 11 D'autres raisons sont parallèlement avancées. Un changement radical dans la politique grecque concernant Chypre s'est opéré avec le gouvernement du Maréchal Papagos qui a officiellement porté la question devant l'ONU. De l'autre côté, les inquiétudes de la Turquie, dues au transfert de la souveraineté du Dodécanèse de l'Italie à la Grèce lors du traité de Paris de 1947, s'étaient atténuées avec la décision de démilitariser les douze îles⁵¹.
- 12 Ainsi, toutes les conditions se trouvaient réunies pour un rapprochement politique, militaire et culturel. Le 26 avril 1952, une délégation turque présidée par le Premier ministre Adnan Menderes, et dans laquelle figuraient le ministre des Affaires étrangères Fuat Köprülü et le chef d'état-major des armées şükrü Kanatlı, arrive à Athènes pour une visite officielle. Le Premier ministre grec Sophocles Vénizelos, lui, était venu à Ankara en février. Le but de ces rencontres était de décider de la nature de la coopération militaire après l'intégration dans l'OTAN.
- 13 L'échange diplomatique le plus significatif de cette période a certainement été la visite du Roi Paul et de la Reine Frederika en Turquie en juin 1952. Le Roi Paul était le premier souverain grec à fouler le sol turc. De surcroît, c'était le premier voyage officiel à l'étranger du Roi depuis son accession au trône⁵². En octobre 1952, le Président turc

Celal Bayar vient à Athènes en train, en traversant toute la Thrace occidentale. Ces négociations de l'hiver 1952-1953 vont déboucher, en février 1953, sur un accord défensif signé à Ankara entre la Grèce et la Turquie mais aussi la Yougoslavie⁵³.

- 14 Outre ces rapprochements politiques et militaires, une coopération est également visible dans le domaine culturel. Après de multiples négociations, un accord de coopération culturelle est signé à Ankara le 12 mai 1952, c'est à dire à la veille de la visite du Roi Paul et de la Reine Frederika en Turquie.
- 15 Cette période de bonnes relations est entachée par les événements de 1955. Comme nous l'avons expliqué plus haut, les événements anti-grecs du 6/7 septembre 1955 sont le fruit de facteurs multiples : actions politiques et médiatiques se conjuguent pour déboucher sur les débordements de cette nuit. La leçon à tirer de ces événements est importante. Premièrement, il faut comprendre que la détente commencée en 1951 est le fruit des intérêts individuels de chaque pays à court terme et non pas d'une volonté de normalisation et de pacification sincère. Dès que les intérêts immédiats, selon les critères des dirigeants, changent, l'attitude à l'égard de tout ce qui est grec change. Par ailleurs, les événements du 6/7 septembre démontrent que sans caution authentique de l'opinion publique, la bonne entente bilatérale n'est jamais durable. Les gouvernants ne peuvent assurer la continuité du climat de confiance sans acquérir l'approbation de l'opinion publique. C'est un travail de longue haleine, passant par l'éducation scolaire et universitaire, par l'adhésion des médias aux idées amicales et sincères, sans tomber dans des mélancolies sentimentales ponctuelles.
- 16 En revanche, considérer les événements du 6/7 septembre 1955 comme une rupture de la période de rapprochement serait une erreur. Cette rupture est plus lente et plus progressive, due exclusivement, semble-t-il, au problème chypriote. Le règlement provisoire de cette affaire avec la création, en 1960, de la République de Chypre accorde quelques années supplémentaires de répit à la détente gréco-turque.
- 17 La vraie rupture, s'il y a lieu d'utiliser le terme, se situe en 1964, avec l'expulsion des Grecs (de nationalité hellénique) d'Istanbul sous le prétexte de pressions exercées par Makarios sur les Turcs de Chypre. Le principe de réciprocité intervient dans toute sa perversité dans cet épisode et les relations gréco-turques entrent alors dans une phase de tension quasi permanente.
- 18 Cette période de tension voit apparaître de nouveaux contentieux techniques mais aussi politiques et psychologiques. En tête de ces contentieux bilatéraux on peut faire état des problèmes liés à la souveraineté étatique en général, dans la mer Égée en particulier. Paradoxalement, deux événements nuancent ces tensions. Deux événements qui sont dus à l'intervention des États-Unis dans la politique intérieure des deux pays. Il s'agit d'une part de la prise du pouvoir par les colonels grecs en 1967, contre les dérives communistes supposées du pouvoir athénien, et d'autre part, en Turquie, de la mise sous tutelle du pouvoir civil par les militaires en 1971, toujours contre les forces progressistes.
- 19 Les deux pouvoirs militaires amorcent un rapprochement à la suite d'une autre crise chypriote, en 1967, alors que Süleyman Demirel est chef du gouvernement. Le souci principal des Colonels était de sortir de leur isolement international. Ainsi, le régime militaire accepte volontiers la proposition turque d'organiser une conférence à la frontière gréco-turque, en Thrace, plus précisément à Kesan-Alexandroupolis. Cette conférence, qui eut lieu les 9 et 10 septembre 1967, fut considérée comme un désastre diplomatique pour le ministre des Affaires étrangères Oikonomou-Gouras et le Colonel

Papadopoulos qui étaient les chefs de la délégation grecque. Des concessions furent accordées non seulement sur le problème de Chypre mais aussi sur d'autres problèmes bilatéraux, comme les minorités et le patriarcat. Suite à ces concessions, Ankara semble décidé à reprendre les relations diplomatiques avec Athènes. Ainsi, le 20 janvier 1968, la Turquie devient le deuxième pays à reconnaître officiellement le régime militaire en Grèce⁵⁴ après le Congo- Kinshasa !

- 20 Le besoin de régler en urgence les problèmes bilatéraux, la volonté de profiter de la situation politique fragile de la Grèce pour arracher des concessions, et peut-être l'existence d'une tradition de pouvoir militaire en Turquie, avaient préparé Ankara à reconnaître la junte en Grèce. La conséquence première de cette reconnaissance fut les accords de 1968 qui concernaient directement les deux minorités.
- 21 Les premières négociations eurent lieu à Athènes en mars 1968 entre John Tzounis, chef du département « Turquie » au ministère des Affaires étrangères grec et Adnan Bulak, directeur général du département des affaires chypriotes et grecques au ministère des Affaires étrangères turc. Les négociations se poursuivirent à Ankara au mois d'avril et à Vienne en mai. La décision prise durant ces négociations de former une commission mixte déjà prévue par les accords de 1951, fut approuvée à Londres le 27 juillet par les ministres des Affaires étrangères des deux pays, Panayotis Pipinelis et İhsan Sabri Çağlayangil. La commission mixte se réunit à Ankara (21 octobre-9 novembre) et à Athènes (10-20 décembre) et s'acheva par un accord culturel concernant l'éducation des deux minorités.
- 22 En revanche, l'année 1974 porta un coup sévère au processus de rapprochement. La tentative échouée de coup d'État à Chypre, la double intervention de l'armée turque dans l'île et la chute du régime des colonels en Grèce mais aussi l'instabilité politique en Turquie éloignent toute perspective de normalisation des relations gréco-turques. De surcroît, les années 1970 voient s'ajouter au différend gréco- turc les problèmes liés à la mer Égée.

c) 1988 : Davos ou l'économie peut-elle régler tous les problèmes ?

- 23 Pour une nouvelle période de détente, il faut attendre l'année 1988. Depuis 1982, la scène politique turque était dominée par une figure emblématique : Turgut Özal. Ingénieur de formation, passé à l'école du libéralisme aux États-Unis, Özal était l'un des hauts bureaucrates les plus brillants avant le coup d'État militaire de 1980. Sa personnalité, qui incarnait la synthèse turco-islamique moderne, et son engagement libéral, l'ont amené à occuper des postes importants sous le régime militaire. Naturellement, lorsque les militaires ont décidé de se retirer de la scène politique⁵⁵, ils ont soutenu Özal, les hommes politiques turcs « classiques » étant écartés de la vie publique. Ainsi, c'est lui et sa vision du monde qui ont dominé la scène publique de 1982 jusqu'à sa mort en avril 1993.
- 24 En bon libéral convaincu, Turgut Özal avait une vision nouvelle des relations gréco-turques. Une véritable nouvelle donne était apparue dans ces relations depuis la chute du régime des colonels en Grèce. La modernisation de la vie politique et le règlement démocratique des problèmes sociaux avait rapproché Athènes des standards occidentaux. Ce rapprochement avait donné des fruits concrets. En 1981, non seulement la Grèce avait réintégré l'OTAN sans d'ailleurs que la Turquie, alors sous pouvoir militaire, ne s'y oppose, mais en plus elle intégrait la Communauté Économique

Européenne alors que la Turquie n'était pas membre mais souhaitait l'être. Dans ces nouvelles conditions, Turgut Özal croyait fermement qu'un rapprochement économique allait non seulement suffire à régler les problèmes politiques, techniques et psychologiques mais aussi lui ouvrir les portes de l'Europe avec l'appui de la Grèce.

- 25 C'est ainsi que commence ce que tout au long du début des années 1990, la presse turque et grecque a appelé « l'esprit de Davos ». La ville suisse avait été la scène d'une rencontre historique les 30 et 31 janvier 1988. En marge d'une conférence internationale, MM. Andréas Papandréou et Turgut Özal se sont rencontrés au lendemain d'une manifestation importante des Turcs de Thrace réclamant plus de droits. De cette rencontre est née une période de détente éphémère bien que non dépourvue de conséquences pratiques. Plusieurs rencontres bilatérales ont préparé le terrain à des mesures importantes. Parmi elles, il faut mentionner la visite du ministre des Affaires étrangères turc, Mesut Yılmaz, à Athènes, du 24 au 27 mai 1988, et celle du Premier ministre Turgut Özal du 13 au 16 juin 1988. Une série d'initiatives, alors considérées comme de simples gestes mais qui se sont avérées très importantes par la suite, ont été prises par le gouvernement turc. On peut tout d'abord signaler la création d'un « groupe parlementaire d'amitié gréco-turc » à l'initiative d'un proche collaborateur d'Özal, Bülent Akarcalı, député d'Istanbul depuis 1983. Néanmoins, il faut avouer que ce groupe, toujours présent à l'Assemblée parlementaire turque, n'a pas eu une activité intense, peut-être parce que son pendant n'a toujours pas été créé en Grèce.
- 26 Mais les deux mesures les plus spectaculaires ont été d'une part l'abolition de l'exigence de visa par la Turquie pour les ressortissants grecs et d'autre part, l'abolition du décret de 1964 bloquant les biens des Grecs d'Istanbul de nationalité grecque expulsés à cette date. Ces deux mesures constituaient surtout un geste en direction des citoyens grecs qui avaient dû quitter la Turquie mais ne réglaient en rien les problèmes politiques bilatéraux sclérosés comme Chypre ou la mer Égée. Cette démarche a, cependant, momentanément créé un climat d'apaisement et de confiance entre les deux peuples. Les bénéficiaires de ces mesures ont été les citoyens grecs ayant un lien avec la Turquie, c'est-à-dire soit les Grecs de Turquie vivant en Grèce et dotés de la nationalité grecque, soit les membres de la minorité musulmane de Grèce, citoyens grecs mais turcophones pour la plupart.
- 27 Malheureusement l'instabilité politique qui suivit la mort d'Özal, les crises égéennes successives mais surtout la montée du terrorisme en Turquie avec le PKK et le soutien supposé de la Grèce à cette organisation font que progressivement l'esprit de Davos s'est étiolé pour laisser la place à une autre période de relations tendues.

NOTES

38. Une série d'accords gréco-turcs est alors signée dans des domaines aussi variés que ceux de la culture ou de la libre résidence des ressortissants des deux pays.

39. Début des mesures contre les minoritaires en Turquie : turquification de la langue (*Vatandaş Türkçe Konuş*, « citoyen ! parle en turc »), de l'économie (Impôt sur la fortune) et méfiance envers les minoritaires (mobilisation de minoritaires de vingt classes d'âge).
40. Fin de la Guerre civile grecque avec la défaite des forces communistes.
41. Crise gréco-turque grave due à l'envenimement du problème chypriote, expulsion des Grecs de nationalité hellénique de Turquie.
42. Débordements visant les Grecs d'Istanbul dus à la propagande de presse et climat anti-grec dans l'opinion publique, tout étant lié aux affaires chypriotes.
43. Premier ministre turc en 1999.
44. Ministre des Affaires étrangères grec en 1999.
45. Pour plus de détails sur les années 1920 en Grèce voir entre autres : Contogeorgis G., *Histoire de la Grèce*, Paris : Hatier, 1992 ; Herzfeld M., *Ours Once More : Folklore, Ideology, and the Making of Modern Greece*, New York : Pella, 1986 ; Svoronos N., *Histoire de la Grèce moderne*, Paris : PUF, 1972 ; Tsoukalas K., *La Grèce de l'indépendance aux colonels*, Paris : Maspéro, 1970 ; Vacalopoulos A., *Histoire de la Grèce moderne*, Paris : Editions Horvath, 1975 ; Woodhouse C. M., *The Story of Modern Greece*, Londres : Faber, 1966.
46. La dictature du Général Papagos en juin 1925 suivie du coup d'État militaire de Kondilis en août 1926.
47. Pour une vue d'ensemble des accords bilatéraux voir : Soysal I., *Türk Dış Politikası İncelemeleri için Kılavuz (1919-1993)*, İstanbul : Eren, 1993.
48. Er T., *Turkish-Greek Friendship*, Ankara, p.e., 1986, p. 31.
49. Pour plus de détails voir : Kitsikis D., *Historia ton Hellinikon chronon apo ton e. Venizelo ston Y. Papadopoulos (1928-1973)*, Athènes : Vivliopoleion tes Hestias, 1981.
50. Pour plus de détails voir : Ahmad F., Ahmad B. T., *Türkiye'de Çok Partili Politikanın Açıklamalı Kronolojisi 1945-1971*, Ankara : Bilgi, 1976.
51. Alexandris, *op.cit.*, p. 234.
52. Pour la description des manifestations de joie pendant la visite du Roi Paul et de la Reine Frederika en Turquie voir Benlisoy S. « İkinci Dünya Savaşı Sonrasında Türk Yunan Yakınlaşması. Kral ve Kraliçenin Türkiye Ziyareti » in *Toplumsal Tarih*, 81, 2000, pp. 12-21.
53. Cet accord défensif conduira à la signature du Pacte de Bled le 9 août 1954. Mais dès l'année suivante, de nouvelles tensions apparaissent entre la Grèce et la Turquie et, en mai, Moscou se rapproche de Belgrade et par conséquent le traité perd de sa valeur. En 1975, le traité n'est pas renouvelé entre la Grèce et la Turquie. Ceci n'est pas surprenant, vu les rapports gréco-turcs après l'intervention armée d'Ankara à Chypre.
54. *idem*, p. 292.
55. Après avoir fait accepter une nouvelle constitution qui les plaçait comme tuteurs de la vie politique par le biais du *Milli Güvenlik Kurulu* (Conseil de sécurité nationale).

3. Vers une nouvelle donne ?

- 1 Depuis une petite dizaine d'années, le climat politique est, à nouveau, assez tendu. Le conflit gréco-turc se décline principalement en quatre domaines distincts :

1. Chypre : de nouvelles données se sont ajoutées à ce conflit : Le changement le plus important réside dans l'eupéanisation du différend avec la demande de la république de Chypre d'intégrer l'Union européenne. Cette demande est accueillie positivement par les membres de l'UE.
2. Un deuxième changement se situe au niveau sécuritaire. La *doctrine de défense commune*, mise en place entre Athènes et Nicosie à l'automne 1993 et clairement dirigée contre la Turquie, a provoqué la colère d'Ankara. Première conséquence de cette nouvelle doctrine : une base aérienne est construite à Paphos (base où sont stationnés les avions grecs destinés à la défense de l'île) et Athènes dépêche quatre F-16 à l'aéroport de Baf le 16 juin 1998⁵⁶ ; la Turquie envoie en représailles quatre F-16 en Chypre du Nord⁵⁷. La tension monte ainsi d'une façon dangereuse. Par ailleurs, toujours en 1996, Chypre décide d'acheter les missiles russes S-300, qui sont en fait des missiles anti-missiles. Le ton monte à Ankara où les scénarios les plus improbables sont produits⁵⁸. Finalement, Nicosie et Athènes font marche arrière en décidant d'installer ces missiles en Crète, ce qui ne diminue pas les craintes turques.

Enfin, un dernier changement a marqué l'entrée de la région dans le troisième millénaire. Il s'agit d'un projet américain et onusien de réunir (sans condition préalable) M. Clérides et M. Denktaş, pour des entrevues marathon qui permettraient d'accoucher d'un compromis aux forceps. Après l'échec des tentatives de M. Holbrooke, M. Clinton désirait fortement pouvoir donner une conférence de presse dans les jardins de la Maison Blanche, flanqué de MM. Clérides et Denktaş, pour annoncer un accord face aux caméras du monde et ce, avant la fin de son mandat (janvier 2001). Cette pression n'a cependant guère été appréciée par la Turquie et par M. Denktaş, qui réclamaient avant toute discussion la reconnaissance préalable de Chypre du Nord. 2° La mer Égée : là aussi, une nouvelle conjoncture apparaît dans les années 1990. Aux conflits classiques concernant les eaux territoriales, le plateau continental, la *Flight Information Region* et la démilitarisation (militarisation) des îles égéennes, s'est ajouté le problème des « zones grises ». Il s'agit de ces régions de la mer Égée, très proches des côtes turques, où se trouvent de minuscules îlots et rochers dont les deux pays se disputent la souveraineté. La crise, en partie superficielle, survenue en 1996 concernant les rochers de Imia / Kardak en est un exemple. Ces îlots qui ne sont pas mentionnés dans les traités internationaux⁶⁰ sont, selon Ankara, sous la souveraineté turque. La Grèce propose pour régler le conflit de porter le dossier devant le Tribunal

international de La Haye, ce que la Turquie, conformément à la ligne qu'elle s'est fixée, refuse.

3. Le troisième domaine où les relations gréco-turques ont été tendues dans les années 1990 est l'Europe. La Turquie accuse Athènes de lui barrer la route de l'intégration européenne en mettant son veto à toute tentative de rapprochement turco-européen. Le refus momentané des 15 d'intégrer la Turquie dans la liste des candidats au sommet de Luxembourg (décembre 1997)⁵⁹ a confirmé selon les responsables turcs l'attitude grecque (et allemande) envers la Turquie. Mais il faut aussi signaler le refus de la Grèce de retirer son veto afin de débloquent les aides européennes « dues » à la Turquie dans le cadre de l'Union douanière. La décision luxembourgeoise a naturellement contribué à distendre les relations turco-européennes.
 4. *Last but not least*, les relations gréco-turques des dix dernières années se sont crispées sur le problème kurde. La Turquie qui fait la distinction, à juste titre, entre le problème kurde et les actions violentes du PKK, accuse la Grèce de soutenir cette organisation et pire, de former ses militants. Plusieurs faits attisent la colère des responsables turcs : les visites de parlementaires grecs à Abdullah Öcalan en 1994 et 1996 en Syrie ; l'alliance stratégique entre la Grèce et ce pays qui soutenait le PKK et lui offrait des camps d'entraînement⁶⁰ ; enfin, les activités du camp de réfugiés de Lavrion où, selon les responsables turcs, sont formés militairement les militants du PKK. Ces trois faits suffisent aux autorités turques pour croire fermement que la Grèce soutient le PKK. La Grèce de son côté se défend en précisant que le camp de Lavrion est un camp de réfugiés sous contrôle de l'ONU et qu'elle soutient le mouvement kurde uniquement dans le cadre du respect des droits de l'homme.
- 2 Ces quatre questions ont, ces dernières années, marqué le profil des relations gréco-turques. Avec un incessant flux et reflux, l'une de ces questions passait devant les autres selon les événements et selon l'agenda public, médiatique et politique. Néanmoins, il ne faut pas croire que la détente de l'année 1999 est née du néant.
 - 3 Même si les rapports étaient tendus, plusieurs « plates-formes » ont permis un rapprochement disons apolitique. Les initiatives civiles, industrielles et artistiques n'ont pas été absentes. Le festival annuel de Dikili où se rencontrent les populations des deux côtés de la mer Égée (celle de Dikili et de Lesbos principalement), les concerts bicommunautaires qui ont eu lieu à Chypre avec la participation des jeunes chanteurs populaires turcs et grecs, les initiatives devenues classiques de deux géants de l'intelligentsia, Mikis Théodorakis et Zülfü Livaneli en sont des exemples. Il faut aussi ajouter à cette liste l'initiative d'hommes d'affaires turcs et grecs sous la direction du richissime hellénophile turc (cela existe), Rahmi Koç. D'autres initiatives, plus calculées, méritent d'être signalées. Le rapprochement effectué entre le « lobby » grec des États-Unis et les milieux liés à Fethullah Gülen, personnalité très contestée, en est un exemple. Se présentant comme le leader d'un islam moderne et modéré à la turque, cet ancien imam de mosquée est actuellement à la tête d'un empire financier (et éducatif via les écoles privées à travers le monde et notamment en Asie centrale). Gülen est l'ami de l'actuel Patriarche orthodoxe de Phanar, Vartholoméos. Il milite avec ses journaux et chaînes télévisées pour un rapprochement gréco-turc, pour la liberté religieuse des orthodoxes et, plus particulièrement pour la réouverture de l'école théologique de Chalki-Heybeliada. Revendication intéressée : l'ouverture de cette école, selon lui, pourra permettre aux musulmans de fonder des écoles religieuses privées.
 - 4 D'autres initiatives plus marginales ont eu lieu, comme celles émanant d'universitaires ou d'étudiants des deux pays. Dans ce domaine, il faut signaler deux actions officielles concernant les livres scolaires. Alors qu'en Turquie une réforme des livres d'histoire est

en cours pour y supprimer le « discours de haine » envers les Grecs, en Grèce l'Université d'Athènes travaille actuellement sur un projet européen de préparation de manuels scolaires spéciaux pour les écoles primaires minoritaires en Thrace. À cette liste, il faut ajouter des initiatives privées d'hommes et de femmes, des deux côtés de la mer Égée, qui animent des forums notamment à travers des sites Internet. Nous avons pu compter une trentaine de sites de ce genre où des projets de rapprochement sont produits. Depuis les deux tremblements de terre, le nombre de ces sites augmente à une vitesse vertigineuse :

<http://come.to/thepeace>

- 5 Cette liste non exhaustive des manifestations d'amitié et de coopération gréco-turques (il faudrait y ajouter celles émanant de journalistes ou d'écrivains, etc.) démontrent que le rapprochement gréco-turc de 1999 n'est pas sans fondement populaire. Néanmoins, il faut souligner ici que l'idée commune selon laquelle les peuples des deux pays veulent l'amitié et que leur mésentente est due à la politique politicienne, nous semble simpliste, voire fausse. Toute politique est la traduction en actes des préférences de l'opinion publique, certes orientées mais tout de même existantes. Dire que la Grèce tend actuellement la main à la Turquie parce que l'actuel ministre des Affaires étrangères, Giorgios Papandréou, a une mère américaine et a reçu une éducation occidentale⁶¹ relève du simplisme dans la mesure où le climat d'adoucissement actuel est en grande partie dû à l'opinion publique.
- 6 Mais il est vrai que quelques faits politiques ont contribué à préparer le terrain de ce rapprochement.

a) L'arrestation d'Abdullah Öcalan

- 7 Le fait le plus marquant survenu en 1999 est l'arrestation de l'ennemi public numéro 1 de la Turquie, le chef du PKK, Abdullah Öcalan. La capture, par les services secrets turcs, d'Öcalan, au Kenya, alors qu'il sortait de l'Ambassade grecque⁶² en possession d'un passeport diplomatique chypriote⁶³ (sans compter ses deux passages par la Grèce avant d'arriver au Kenya) ont formellement démontré l'implication de certains milieux officiels grecs dans cette affaire. Les gouvernements grecs successifs se défendaient jusque-là de soutenir le PKK, en précisant qu'ils ne soutenaient que les droits du peuple kurde en Turquie. L'arrestation d'Abdullah Öcalan a mis dans un embarras sans précédent le gouvernement grec.
- 8 La situation de la Grèce était insoutenable, la presse grecque reprochait à l'Assemblée et aux membres du gouvernement Simitis non pas d'avoir soutenu et aidé Abdullah Öcalan, mais d'avoir commis des maladresses inexcusables. Les jours suivant l'arrestation, trois ministres du Gouvernement ont été forcés de démissionner. Il s'agissait du ministre de l'Ordre public, Filippos Petsalnikos, du ministre de l'Intérieur,

Alekos Papadopoulos, mais surtout du ministre des Affaires étrangères extrêmement critiqué par la Turquie, Théodoros Pangalos. Ce dernier, habitué à tenir un langage fort peu diplomatique, était tenu par les officiels turcs pour responsable principal des tensions entre les deux pays. Il faut signaler que les déclarations de Pangalos à la presse turque et à la presse grecque avaient été remplies de contradictions. En juin 1998, celui qui était considéré comme le chef de file des « faucons » parmi les diplomates grecs déclarait : « *je me suis engagé à fond dans l'amitié gréco-turque* »⁶⁴. Son attitude à l'égard du rapprochement gréco-turc de ces derniers mois et à l'égard de son successeur Giorgios Papandréou a confirmé les craintes turques. Tout récemment, il précisait que si le père, Andréas Papandréou, aimait beaucoup la Grèce mais n'était pas un vrai démocrate, son fils, lui, était tout le contraire⁶⁵.

- 9 Quoi qu'il en soit, alors que l'opinion publique turque s'attendait à une tension sans précédent dans les relations bilatérales après l'arrestation d'Öcalan, l'émotion qui a suivi en Turquie a rejeté l'implication grecque au second plan. C'est à partir du mois de mai, avec les déclarations du ministre des Affaires étrangères turc, İsmail Cem, suivies en juin par celles du Premier ministre, Bülent Ecevit, que nous avons été témoins d'une conséquence paradoxale, à savoir, des prémisses d'un rapprochement. Les déclarations qui coïncidaient avec le procès du chef des rebelles kurdes⁶⁶ appelaient Athènes à venir à la table des discussions et à ouvrir une nouvelle page dans les relations gréco-turques⁶⁷.
- 10 Ce rapprochement était voulu de tous les côtés et les initiatives de Cem et d'Ecevit étaient très bien réfléchies. La Grèce voulait se débarrasser de son image dégradée après l'arrestation d'Öcalan et désirait briser la résistance turque concernant les négociations chypro-européennes ; la Turquie voulait qu'on la laisse régler le cas Öcalan librement mais souhaitait en même temps profiter de cette occasion pour briser la résistance grecque concernant les négociations turco-européennes. De leur côté, les États-Unis voulaient enfin profiter de la situation pour régler les contentieux gréco-turcs. L'entrevue entre Madeleine Albright et le nouveau ministre des Affaires étrangères grec Giorgios Papandréou montre à quel point Washington peut se montrer insistant⁶⁸.
- 11 Toujours est-il que l'arrestation d'Abdullah Öcalan, dans des conditions qui prouvent l'implication active de certains milieux athéniens⁶⁹, semble avoir troublé l'opinion publique grecque et la vision du monde qu'avaient les membres de la *vouli*.

b) Giorgios Papandréou

- 12 Les jours suivant cette capture, un autre paramètre vint s'ajouter aux relations bilatérales. Il s'agit du remplacement de Théodoros Pangalos par le dernier de la dynastie Papandréou, Giorgios. Jeune politicien formé à l'américaine, Giorgios Papandréou était déjà connu dans les milieux internationaux pour ses positions occidentalistes et libérales. Jusqu'au mois de février 1999, il avait été le ministre des Affaires européennes du gouvernement Simitis, poste éminemment important aux yeux du Premier ministre. Déjà en 1998, il avait soutenu le projet de suppression de l'article 19 du code de la nationalité⁷⁰ qui était « la dernière loi discriminatoire de l'Europe »⁷¹.

Giorgios Papandréou devant les photos de son grand-père Giorgios Papandréou et de son père Andréas⁷²

- 13 Ainsi, sa vision humaniste des affaires internationales, conjuguée à une volonté publique et politique, a pu préparer le terrain à un rapprochement bilatéral. Toutes les conditions semblaient être réunies pour que, des deux côtés, une volonté d'apaisement apparaisse. Si l'initiative de relancer les relations bilatérales est venue, au départ, des autorités turques, il faut créditer les autorités grecques des premiers actes. À la suite de l'entrevue des deux ministres des Affaires étrangères à New York⁷³, qui s'est d'ailleurs déroulée autour d'une nouvelle mini-crise égéenne⁷⁴, le premier pas a été fait par le biais de la « reconnaissance » de la turcité de la minorité de Thrace occidentale⁷⁵.
- 14 D'un autre côté, et c'est peut-être le plus important, à partir de l'initiative de Cem et de Papandréou a été mis en place un cycle de réunions bilatérales d'équipes techniques pour discuter des problèmes dits « secondaires »⁷⁶. Il faut entendre par cela que les deux délégations ne discutent pas des principaux différends bilatéraux, à savoir de Chypre ou de la mer Égée. Mais à y regarder de près, les questions traitées ne sont pas si secondaires que cela. Les accords qui ont vu le jour concernant la coopération dans les domaines de la culture, de l'environnement et du tourisme peuvent à terme devenir les bases d'accords plus politiques. Mais il ne faut pas négliger non plus les pourparlers autour de sujets éminemment politiques comme le terrorisme, le trafic de drogue, les crimes en bande organisée ou encore l'émigration clandestine, sujets qui font partie de l'agenda des diplomates⁷⁷. Pour l'instant, il est difficile de faire un bilan de ces négociations. Trois cycles de pourparlers ont déjà eu lieu à Ankara et à Athènes, et pour ne pas mettre en danger le déroulement de ces réunions, le sujet le plus polémique, à savoir celui du terrorisme, a été gardé pour la fin.
- 15 Il semble que n'étant pas sûrs des résultats de ces réunions, les leaders politiques ne veulent pas prendre de responsabilités difficiles à gérer. Ainsi, une hiérarchisation à trois niveaux est apparue. Simitis et Ecevit semblent surveiller d'en haut les activités et déclarations de Papandréou et Cem. Bien que plus actifs par le biais de déclarations et de rencontres, les deux ministres délèguent aux diplomates la tâche de se réunir et

d'arriver éventuellement à des conclusions susceptibles de préparer des accords décisifs sur les problèmes les plus politiques.

- 16 Néanmoins, il faut préciser que les accrochages devenus classiques dans les relations gréco-turques n'ont pas cessé du jour au lendemain. Les six mois qui ont séparé l'arrestation d'Öcalan et les tremblements de terre ont été témoins de plusieurs faits « habituels ». Au mois de mai 1999, une nouvelle crise égéenne est apparue concernant l'île de Platia⁷⁸. Au même moment, la Turquie tentait d'empêcher l'utilisation militaire de la base de Baf à Chypre par les avions grecs⁷⁹. Quinze jours plus tard, les autorités grecques donnaient l'autorisation à une association de hisser un drapeau grec de 40 m² sur un mât de 13 mètres de haut dans l'île d'Anghonisi⁸⁰. La Turquie a considéré cet acte comme une provocation. Avec l'ouverture du procès d'Öcalan, les relations ont de nouveau été tendues⁸¹. Durant le même mois de juin, la Turquie a accusé la Grèce d'avoir pénétré dans les eaux territoriales turques⁸² et la presse turque rapportait des exactions commises contre les Turcs de Thrace occidentale⁸³. De la même manière, Athènes a accusé la Turquie de provocation à cause des célébrations du 25^e anniversaire de l'intervention turque à Chypre⁸⁴.
- 17 Au-delà de ces faits, les milieux diplomatiques turc et grec ont accueilli la nouvelle plate-forme de dialogue avec des sentiments contradictoires, pour ne pas dire avec un certain scepticisme. Alors que la presse grecque radicale reprochait à Papandréou de faire des concessions inutiles à la Turquie⁸⁵, les diplomates turcs qualifiaient le dialogue de « cosmétique »⁸⁶, ou pire, de « désespéré »⁸⁷. La méfiance ne s'arrête pas là. Selon ces mêmes milieux, les efforts de Cem et de Papandréou ne sont que des tactiques différentes pour arriver aux objectifs anciens. C'est-à-dire qu'il n'y a aucun changement d'approche et donc pas de nouvelle donne⁸⁸.

c) Tremblements de terre : vers un rapprochement populaire

- 18 Le processus de rapprochement commencé à partir du mois de février 1999 a été principalement politique et sans véritable base populaire. Le vrai printemps des relations gréco-turques commence en été. Plus précisément, le 17 août 1999 à 03h07 du matin. Un paramètre non prévu, non-politique et donc qui ne pouvait être pris en compte par avance est apparu à ce moment-là. Il s'agit, du séisme de magnitude 7.4 qui a secoué pendant 45 secondes l'ouest et le sud-ouest de la mer de Marmara. Les images retransmises par les télévisions du monde entier dès les premières heures du tremblement de terre, les chiffres catastrophiques annoncés par les journalistes⁸⁹ et l'impuissance relative des autorités turques face à cet événement sans précédent ont ému l'ensemble de la planète. La population de la Grèce n'est pas restée insensible non plus. Un élan de solidarité jamais vu commence dès la première journée. L'arrivée des secouristes grecs, les campagnes d'aide lancées par les différents organismes en Grèce, une collecte de sang qui atteint des proportions inimaginables touchent de près l'opinion publique turque. Les journaux populaires (populistes) qui, jusque-là, traitaient de tout ce qui touche au Grec avec un certain préjugé et des formules stéréotypées ont du jour au lendemain, et ce au sens propre du terme, changé de ton. Des messages de remerciement en grec⁹⁰s'étaient à la une de plusieurs journaux, les chaînes de télévision ont ouvert leurs bulletins avec des déclarations d'amitié en grec⁹¹, etc.
- 19 Mis à part quelques voix discordantes concernant l'acceptation des aides grecques (et arméniennes)⁹², l'ensemble de la classe politique turque, les médias et les différentes

organisations de la société civile ont manifesté leur gratitude au peuple (et à la classe politique ?) grec(s).

- 20 Les liens qui se sont manifestés après le tremblement de terre en Turquie se sont renforcés suite à celui qui a frappé la banlieue d'Athènes le 8 septembre. Ce dernier, bien que plus faible en intensité, a donné une fois de plus aux Turcs et aux Grecs le sentiment d'avoir la même destinée, d'où l'idée du partage d'une même géographie en tant que paramètre inchangeable dans les relations gréco-turques⁹³.
- 21 Depuis ces deux séismes, des initiatives bilatérales de coopération, d'aide aux victimes mais aussi plus généralement de paix se multiplient. Celles-ci sont de trois ordres.

1. Initiatives privées :

Gölcük : la Turquie glisse vers la Grèce

- 22 Depuis les tremblements de terre, la nature des initiatives privées a été modifiée. Alors qu'au départ il s'agissait principalement de la recherche des victimes enfouies sous les décombres, d'une aide d'urgence, l'euphorie du climat de rapprochement aidant, les initiatives sont devenues plus générales. Elles ont été l'œuvre d'artistes et d'intellectuels, mais aussi de simples regroupements de citoyens, soucieux de ne pas rater cette occasion de pacification. Au lendemain du tremblement de terre d'İzmit, plusieurs Grecs lançaient individuellement des appels à la solidarité et pour certains, ils sont venus en personne en Turquie pour les acheminer⁹⁴. Par ailleurs, la diaspora grecque s'est parallèlement mobilisée⁹⁵. Une initiative des sportifs grecs a suivi : avec un slogan « *Le sport diminue les peines et rapproche les peuples* », les champions grecs des jeux olympiques sont venus en Turquie pour apporter les aides grecques⁹⁶. Dans le même registre, il faut signaler les matchs de basketball et de football organisés entre des équipes turques et grecques en vue de rassembler des fonds.

Athènes : et la Grèce vers la Turquie ?

- 23 Les figures incontournables de l'amitié gréco-turque se sont, bien sûr, manifestées aussi. Zülfü Livaneli, Mikis Theodorakis et Maria Farandouri, qui étaient déjà très connus dans ce domaine, ont organisé des concerts tant pour les victimes que pour le rapprochement entre les deux peuples en général. Par ailleurs, les actions des membres du « prix de la paix Abdi İpekçi »⁹⁷ se sont intensifiées à l'instar de celles de l'écrivain Giorgios Andréadis⁹⁸. Et finalement les chanteurs turcs et grecs se sont réunis à Paris pour un concert d'aide aux victimes⁹⁹.

2. Initiatives des organisations de la société civile :

- 24 C'est sans doute là que l'on enregistre les progrès les plus notables. À tous les niveaux de la société, les initiatives se sont multipliées. Logiquement, les premières initiatives sont venues de la part des organismes de secours. Dix heures après le tremblement de terre en Turquie, une équipe grecque de « Médecins sans frontières » était en place et allait opérer pendant 3 mois¹⁰⁰. En contrepartie, l'équipe de secours civil turque composée de volontaires, le très médiatisé AKUT, était, elle, en place dès le lendemain du tremblement de terre athénien¹⁰¹. Mais l'action de ces organismes a été limitée dans le temps, même si les journalistes ont essayé de leur faire dire qu'ils étaient là pour l'amitié gréco-turque¹⁰². D'autres organismes ont pris le relais pour des actions d'une envergure plus générale.
- 25 Tout d'abord, il faut mentionner les initiatives de l'église orthodoxe. Tant au niveau local (Istanbul) qu'international, l'église orthodoxe s'est montrée très affectée par ce drame. Dès les premiers jours du tremblement de terre, le
- 26 Patriarche Vartholoméos déclarait qu'il lançait un appel à l'aide dans les paroisses et que le Patriarcat mettait les églises d'Istanbul inoccupées au service des sans-abris¹⁰³. Lorsque Vartholoméos a remis à Bülent Ecevit un chèque d'aide aux victimes, le Premier ministre turc a déclaré qu'il s'agissait d'une aide sentimentalement très importante pour la Turquie¹⁰⁴. Dans le même registre, les églises orthodoxes

américaine, canadienne et australienne ont lancé des programmes d'aide¹⁰⁵. Il faut néanmoins préciser que l'Église de Grèce a été la grande absente de ces activités.

- 27 Ensuite, il faut signaler des initiatives plus générales. La Fédération des Syndicats des Travailleurs du Secteur bancaire (OTOE) est venue en Turquie pour amorcer une coopération avec les syndicats turcs¹⁰⁶. Le Conseil gréco-turc des Affaires, fondé sur l'initiative de Rahmi Koç, qui avait été suspendu lors de la crise gréco-turque au lendemain de l'arrestation d'Öcalan, a repris ses activités sous la présidence de l'homme d'affaire turc Şarık Tara¹⁰⁷. La première réunion du conseil s'est tenue à Athènes le 12 octobre et on y a débattu du tourisme.
- 28 Une autre initiative de coopération et de pacification des relations non négligeable est venue des journalistes. Il est inutile de préciser le rôle, d'habitude néfaste, que jouent les médias dans les relations gréco-turques. Le populisme, le sensationnalisme, la volonté de choquer sont des points communs de la presse populiste écrite et télévisuelle des deux pays. La meilleure démonstration de ce rôle néfaste a été la création de toute pièce de la crise de l'îlot d'Imia/Kardak en 1996 où les deux pays ont failli s'engager dans un conflit armé¹⁰⁸.
- 29 Bien qu'il soit difficile de prétendre que dans les deux pays la presse libre n'existe pas, concernant les affaires « nationales » les journalistes progouvernementaux, d'opposition et neutres adoptent plus ou moins le même ton et le même langage, à quelques exceptions près. Dans ces conditions, parmi toutes les initiatives de rapprochement, celle des journalistes revêt une importance particulière. Il faut signaler que les efforts des journalistes pour créer un climat d'apaisement autour des affaires bilatérales ne datent pas de cette année. Quelques ponts avaient été jetés les années précédentes. Dans le climat de rapprochement éphémère né après l'entrevue entre Demirel et Simitis à Madrid en juillet 1997, les journalistes des deux pays s'étaient réunis à Paris dans le cadre de l'UNESCO¹⁰⁹. Mais, comme à l'accoutumée, les journalistes des deux côtés avaient défendu les positions officielles concernant les intérêts nationaux et s'étaient mutuellement accusés de méconnaissance et d'incompréhension¹¹⁰. À la suite des tremblements de terre, ces initiatives ont repris. Un groupe de travail formé de journalistes grecs et turcs a été fondé et s'est réuni à Athènes le 27 novembre 1999¹¹¹. Ce groupe formé de six journalistes grecs et turcs va tenter d'apporter des réponses aux escalades médiatiques lors des conflits bilatéraux¹¹². Entre-temps, ces mêmes journalistes se sont réunis à Istanbul et ont proposé une charte journalistique. La couverture de trois événements récents par la presse grecque prouve l'utilité de ces démarches journalistiques. En effet, deux faits divers et un fait politique sont venus entacher le climat d'apaisement de ces derniers temps. Il s'agit de l'attentat à la bombe contre l'école minoritaire de Zografeion¹¹³ qui a fait des dégâts matériels, de l'incendie criminel de la maison d'une grecque à Gökçeada où son fils de 4 ans a trouvé la mort¹¹⁴, ainsi que des manœuvres militaires gréco-chypriotes *Nikiforos* effectuées à Chypre. Dans les trois cas, la presse grecque a opté pour une approche sereine des événements. Elle a très peu fait état du cas de Zografeion¹¹⁵ contrairement à l'usage. Pour ce qui est des maisons brûlées à Gökçeada, les journaux grecs l'ont traité comme il se doit, c'est à dire comme un fait divers (mis à part un journal qui a tenté d'en faire une affaire d'État¹¹⁶). Enfin, et c'est peut-être le plus important, les manœuvres militaires gréco-chypriotes ont été critiquées par la presse sérieuse d'Athènes¹¹⁷. De la même manière, des incidents mineurs survenus en Thrace occidentale n'ont pas été montés en épingle comme à l'accoutumée par la presse turque¹¹⁸.

3° Initiatives gouvernementales :

- 30 Toute la question est de savoir si ces initiatives privées et publiques ont, ou vont avoir, une traduction politique ou pas. Il est difficile de donner une réponse nette à cette question primordiale même si on a, de prime abord, tendance à vouloir répondre positivement. En effet, une « diplomatie sismique » a été mise sur pied depuis les deux tremblements de terre. Les diplomates et les politiciens, ne pouvant ignorer l'élan médiatique et public, semblent faire un effort pour s'écouter à défaut de changer de politique. Il est vrai que ces initiatives politiques et diplomatiques ont été longtemps considérées comme du verbiage sans conséquences réelles. Les journalistes des deux pays ont constaté le processus de manière plutôt sceptique : il est difficile de changer l'orientation d'une machine aussi lourde que la politique extérieure d'un pays du jour au lendemain. Mais ces changements subtils ne sont pas absents dans la vie politique turque : au lendemain de la lettre de Johnson en 1964, le pays en avait vécu un, réussi. À l'arrivée de Necmettin Erbakan au pouvoir, le gouvernement de l'époque avait tenté d'opérer un autre changement d'orientation, sans grand succès. Le changement actuel pourrait fort bien donner des fruits, malgré la présence, de part et d'autre, d'éléments conservateurs.
- 31 Dans le cadre de cette « diplomatie sismique », le ministre des Affaires étrangères grec Giorgios Papandréou et son homologue turc İsmail Cem, ainsi que leurs gardes rapprochées, semblent essayer de convaincre ces milieux toujours tenaces de dépasser le cadre restreint de la coopération humanitaire pour travailler et évoluer sur les problèmes bilatéraux plus généraux.
- 32 Quel est le chemin parcouru depuis les séismes dans ce domaine ? La première constatation est l'augmentation spectaculaire des rencontres et échanges. Mis à part les réunions des équipes techniques déjà mentionnées, qui discutent surtout de sujets non-polémiques et dont le troisième tour s'est déroulé au mois d'octobre de l'année dernière, des rencontres plus officielles ont eu lieu. Les déclarations successives des deux ministres démontrent une attitude de confiance mutuelle et une volonté de coopération sincère.
- 33 Ces rencontres - annonçant indéniablement une période de rapprochement qui, espérons-le, ne sera pas aussi éphémère que les précédentes - répondent à une série de volontés officielles et de préoccupations étatiques. Compte tenu de la conjoncture, les deux pays ont besoin de gestes mutuels pour atteindre certains objectifs à court et à moyen termes. Ces gestes peuvent être identifiés. La Turquie a besoin de la Grèce dans ses relations avec l'Union européenne, et la Grèce a besoin de la Turquie pour l'adhésion de Chypre à l'UE. Le veto grec a contribué à empêcher le fonctionnement du Quatrième Protocole financier entre la Turquie et la Communauté européenne depuis 1981, et la Grèce entrave le déblocage des aides et crédits promis à la Turquie dans le cadre de l'accompagnement à l'adhésion à l'Union douanière en décembre 1995. La candidature de la Turquie n'a jamais reçu un accueil très chaleureux de la part de certains pays membres des Quinze. La Grèce, mais aussi l'Allemagne et les pays scandinaves, ont émis des réserves à la reconnaissance officielle de cette candidature, parfois ouvertement, parfois en se cachant derrière l'attitude intransigeante d'Athènes. Le refus de cette candidature a pris enfin une forme claire à Luxembourg le 13 décembre 1997, date à laquelle la Turquie n'a pas été retenue dans la liste des candidats à court et moyen terme. La liste contenait les pays de l'Europe de l'Est et Chypre et elle

a provoqué la colère du gouvernement de Mesut Yilmaz et de l'opinion publique¹¹⁹. Non seulement la Turquie se sentait trahie par ses alliés de l'OTAN qui lui préféraient les pays de l'ancien bloc communiste, mais encore Ankara voyait en la reconnaissance de Chypre comme candidate une violation des traités de Zurich et de Londres. L'isolement de la Turquie sur la scène internationale paraissait alors bien grand. Par ailleurs, Ankara a décidé de faire pression sur Athènes pour que la Grèce interrompe son soutien au PKK.

- 34 D'un autre côté, Athènes sent que le moment est idéal pour obtenir quelques concessions d'Ankara concernant le dossier chypriote et égéen. Obtenir de la Turquie que Rauf Denktaş participe aux négociations d'adhésion chypriote à l'UE et forcer Ankara à accepter l'arbitrage de La Haye dans le conflit égéen semblent être, pour le gouvernement de Costas Simitis, des objectifs désormais raisonnables. L'accélération des échanges au plus haut niveau ne peut être appréhendée sans prendre en compte ces paramètres indispensables des relations internationales que sont les « intérêts nationaux ».
- 35 Les premiers gestes d'ouverture sont donc venus d'Athènes. L'idée de départ était de contourner les rouages de la commission européenne pour débloquer les aides sans pour autant lever le veto¹²⁰. La formule recherchée était de se rapprocher de la position turque sans choquer l'opinion publique ni les partis d'opposition. La volonté affichée de Giorgios Papandréou de débloquer les aides économiques à la Turquie, conjuguée aux nombreuses déclarations du ministre concernant le soutien de la Grèce à la candidature de la Turquie, une nouvelle fois examinée au sommet d'Helsinki au mois de décembre 1999, a été en quelque sorte un gage pour les observateurs turcs qui y voyaient une tactique pour arracher l'adhésion chypriote à l'UE¹²¹. Suite à la réunion informelle des chefs d'État au début du mois de septembre, Papandréou déclarait : « *Nous avons ouvert les portes de l'union à la Turquie* »¹²².
- 36 Pour une normalisation durable des relations, le rapprochement entre les deux peuples ne suffit donc pas : des « *gestes politiques* »¹²³ sont indispensables. Ces gestes politiques, bien que jamais explicitement énoncés, passent par les relations turco-européennes et chypro-européennes.

Ismail Cem ministre des Affaires Étrangères turc¹²⁴

- ³⁷ Mais pas seulement : à la suite des initiatives des ministres des Affaires étrangères, il y a eu des initiatives officielles au moins dans deux autres domaines. La première concerne un sujet qui était à l'ordre du jour depuis très longtemps. Il s'agit de « nettoyer » les livres scolaires turcs et grecs du discours de haine décrié par les observateurs internes et externes¹²⁵. Une coopération entre les deux ministères de l'Éducation nationale semble s'amorcer¹²⁶. Le sujet des livres scolaires nous semble être d'une importance capitale. Un deuxième geste politique est encore plus spectaculaire. Il s'agit de la réouverture de l'école théologique de Chalki dont l'importance pour le Patriarcat et pour la minorité grecque de Turquie est soulignée plus haut. Il semblerait que cette réouverture soit revenue à l'ordre du jour durant la visite du Premier ministre turc Bülent Ecevit aux États-Unis¹²⁷. Il faut tout de même signaler l'indifférence de l'opinion publique grecque à cette réouverture.

Bülent Ecevit, Premier ministre turc : Faucon ou colombe ?

- 38 Ces deux gestes - même s'ils paraissent mineurs - peuvent préparer le terrain pour une véritable remise à plat des relations gréco- turques et ce au niveau des gouvernements, des militaires, de la société civile et enfin, le plus important, pour les individus.

NOTES

56. *Cumhuriyet*, 19 juin 1998.
57. *Cumhuriyet*, 27 juin 1998.
58. Comme, par exemple, la possibilité de mettre des têtes nucléaires sur ces missiles, *Cumhuriyet*, 12 juillet 1998.
59. Alors que la candidature de Chypre y a été confirmée.
60. Dans la plaine libanaise de la Bekaa, sous contrôle syrien.
61. *Cumhuriyet*, 8 septembre 1999.
62. *Cumhuriyet*, 17 février 1999.
63. Au nom de Lazaros Mavros, *Cumhuriyet*, 20 février 1999.
64. « Türk-Yunan dostluğuna baş koydum », *Cumhuriyet*, 14 juin 1998.
65. *Cumhuriyet*, 4 octobre 1999.
66. Et ces déclarations accusant, entre autres, la Grèce, *Cumhuriyet*, 1^{er} juin 1999.
67. *Cumhuriyet*, 18 juin 1999.
68. *Cumhuriyet*, 28 mai 1999.
69. Pour ne pas dire la politique étatique grecque.
70. *Cumhuriyet*, 13 juin 1998.
71. L'article 19 du code de la nationalité disposait que « si un ressortissant grec d'origine non-grecque quittait le pays sans l'intention de revenir, l'Assemblée grecque avait le droit de décider

de le déchoir de sa citoyenneté ». Avec l'application abusive de cette loi, des milliers de Turcs de Thrace occidentale ont perdu leur nationalité pour devenir des *Heimatlos*. Malheureusement, l'abolition de cette loi n'a pas eu d'effet rétroactif et ceux qui ont été déchus de leur citoyenneté ne peuvent la regagner. Cette abolition a suscité beaucoup de commentaires tant en Grèce qu'en Turquie, ainsi que dans les organisations internationales. Selon l'Union européenne, la Grèce a cédé sous la pression de Bruxelles ; selon le Conseil de l'Europe, la Grèce a changé sa législation pour se mettre en conformité avec les critères de Strasbourg ; selon Ankara, la Grèce a aboli la loi sous sa pression ; enfin, selon Athènes, cette décision n'aurait été dictée par personne.

72. Il est né dans le Minnesota aux États-Unis en 1952. Il a fait des études de sociologie aux États-Unis, en Suède à Stockholm University (1972-1973) et en Angleterre, à la London School of Economics (1975). Il a terminé son master de relations internationales à Harvard. Il a été successivement ministre de l'Éducation nationale et des Affaires religieuses (1988-1989), ministre-adjoint des Affaires étrangères (1993-1994), ministre de l'Éducation nationale et des Affaires religieuses (1994-1996), vice-ministre des Affaires étrangères chargé des Affaires européennes (1996-1999) et ministre des Affaires étrangères depuis février 1999. Il a été député de Patras de 1981 à 1996 et il est député d'Athènes depuis 1996. Il a été honoré du prix de la paix gréco-turc Abdi İpekçi en juin 1997.

73. La demande de réunion est venue de Papandréou, *Cumhuriyet*, 30 juin 1999.

74. Concernant l'île d'Angathonisi, *Cumhuriyet*, 1^{er} juin 1999 ; concernant un sous-marin grec, *Cumhuriyet*, 17 juin 1999.

75. *Cumhuriyet*, 28 juin 1999. Il faut ici attirer l'attention sur le fait que Papandréou n'a pas déclaré que toute la minorité était « turque » comme la presse turque l'a laissé entendre. En réalité il n'a fait que reconnaître officiellement que parmi les minoritaires il y avait des Turcs et qu'ils avaient le droit de se dire Turcs (*Cumhuriyet*, 2 août 1999). Vu sous cet angle, la déclaration du ministre n'est pas révolutionnaire et se situe dans la continuité de la politique minoritaire grecque.

76. *Cumhuriyet*, 28 juillet 1999.

77. *Cumhuriyet*, 8 juillet 1999.

78. *Cumhuriyet*, 16 mai 1999.

79. *Cumhuriyet*, 16 mai 1999.

80. *Cumhuriyet*, 1 juin 1999.

81. *Cumhuriyet*, 3 juin 1999.

82. *Cumhuriyet*, 17 juin 1999.

83. *Cumhuriyet*, 18 juin 1999.

84. *To Vima*, 21 juin 1999.

85. *To Vima*, 29 juin 1999.

86. *Cumhuriyet*, 29 juin 1999.

87. *Cumhuriyet*, 28 juin 1999.

88. *Cumhuriyet*, 17 juillet 1999.

89. À ce jour, plus de 17 000 morts, 40 000 blessés, des centaines de milliers de sans-abri.

90. *Sabah*, 23 août 1999, *Hürriyet*, 23 août 1999.

91. Le journal télévisé d'ATV, 22 août 1999.

92. Les déclarations du ministre de la Santé, Osman Durmuş, *Cumhuriyet*, 26 août 1999.

93. *Cumhuriyet*, 9 septembre 1999.

94. *Cumhuriyet*, 31 août 1999.

95. *Cumhuriyet*, 1 septembre 1999.

96. *Cumhuriyet*, 2 septembre 1999.

97. Parmi les lauréats 1999 de ce prix figurent : les Théâtres nationaux d'Athènes et d'Istanbul, l'organisation Winpeace, Yaşar Togo (ambassadeur de Turquie à Athènes), Leyla Tavşanoğlu (journaliste), Kemal Yalçın (écrivain), Yavuz Yıldız et Panayotis Karacinis (présidents des

associations des immigrés turcs et grecs à Wessel, Allemagne), Alekos Matiellis (ancien gouverneur de Lesbos), Mete Tunçay (professeur à l'Université Bilgi Istanbul), Panayotis Karafotias (poète), Süleyman Gencil (journaliste).

98. *Cumhuriyet*, 18 octobre 1999. Il faut signaler que l'auteur de *Tamama : la fille perdue de Pontus* et lauréat 1993 du prix Abdi İpekçi n'a pas l'autorisation d'entrer en Turquie. C'est sa femme qui est venue apporter les aides aux victimes.

99. NTV, 18 octobre 1999. Le concert a réuni 2000 personnes à l'Olympia.

100. *Cumhuriyet*, 30 août 1999.

101. *Cumhuriyet*, 9 septembre 1999.

102. *Cumhuriyet*, 10 septembre 1999. À un journaliste qui faisait remarquer qu'un des rescapés sauvés par AKUT était un Chypriote grec, le sauveteur a répondu « nous, nous parlons le langage de la vie, la politique est l'affaire des politiciens ».

103. NTV, 30 août 1999.

104. NTV, 10 octobre 1999.

105. *Cumhuriyet*, 31 août 1999.

106. *Cumhuriyet*, 3 septembre 1999.

107. NTV, 9 octobre 1999.

108. Voir les numéros de janvier 1996 de *Hürriyet*, *Sabah*, *Eleftherotypia* et *Chronos*.

109. *Cumhuriyet*, 14 mai 1998.

110. *Cumhuriyet*, 14 mai 1998.

111. *Cumhuriyet*, 18 octobre 1999.

112. Haluk şahin et Nur Batur de Turquie, Alkis Kourkoulas, Panos Kolypanos et Yannis Tzanetakos de Grèce sont déjà désignés.

113. NTV, 19 septembre 1999.

114. *Hürriyet*, 21 octobre 1999.

115. *To Vima*, 20 septembre 1999.

116. *Eleftheros Typos*, 20 octobre 1999.

117. *To Vima*, 22 septembre 1999.

118. *Cumhuriyet*, 18 juin 1999.

119. *Cumhuriyet*, 15 décembre 1997.

120. *Cumhuriyet*, 1 septembre 1999.

121. *Cumhuriyet*, 14 septembre 1999, Orhan Birgit « Dostluğun Bedeli Kıbrıs » (Le coût de l'amitié est Chypre).

122. *Eleftheros Tipos*, 7 septembre 1999.

123. Déclaration du maire d'Athènes Dimitri Avromopoulos à *La Libre Belgique*, 9 septembre 1999.

124. Né en 1940 à Istanbul. Il a fait ses études secondaires au Robert College, l'école américaine d'Istanbul, puis des études de droit à l'université de Lausanne (1963). Il est diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris en sociologie politique (1981). À partir de 1963, il a travaillé dans plusieurs journaux comme journaliste et comme rédacteur en chef. Il a été président du bureau d'Istanbul du Syndicat des journalistes turcs (1971-1974), puis directeur de la télévision publique turque TRT (1974-1975). Aux élections de 1987 et de 1991, il est élu député d'Istanbul puis de Kayseri. Aux élections de 1995, il représente à nouveau Kayseri. En 1996, il devient membre du Comité de la direction du Parti démocratique de Gauche dirigé par Bülent Ecevit. Il a également siégé à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (1987-1996) où il a été vice-président du groupe socialiste (1993-95). Il a été ministre de la Culture du 50^e gouvernement turc (1995) et, depuis le 30 juin 1997 il est ministre des Affaires étrangères.

125. Notamment par le Conseil de l'Europe. Pour les livres scolaires grecs voir entre autres, Stathis P., « Yunan (ve Türk) ders kitaplarında 'Ben' ve 'Öteki' İmgeleri » in *Tarih Eğitimi ve Tarihte Öteki Sorunu*, Istanbul : Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1998, p. 125-133. Pour les livres scolaires turcs,

voir entre autres Akgönül, S., « Les Grecs et la Grèce dans les livres scolaires turcs » in Akgönül S. (dir.), *Images et perceptions dans les relations gréco-turques*, Nancy : Genèse, 1999, pp. 36-46.

126. *Cumhuriyet*, 26 septembre 1999, *To Vima*, 30 septembre. 1999.

127. *Cumhuriyet*, 19 octobre 1999, article de Leyla Tavşanoğlu, « Heybeliada Ruhban Okulu Türkiye'nin Önünü Açar » (l'école théologique de Chalki ouvrira l'horizon de la Turquie).

Conclusion

- 1 À la lumière des éléments exposés dans ce dossier, il nous faut revenir à notre question initiale.
Assistons-nous actuellement à une nouvelle donne dans les relations gréco-turques ? Pour les deux conflits principaux, à savoir Chypre et la mer Égée, il n'y a, pour le moment, pas de changement ni dans les données ni dans les objectifs affichés. Les accrochages classiques se poursuivent sur ces deux questions. Le rapprochement militaire entre la Grèce et Chypre du sud continue¹²⁹, se renforce et peut-être légitime la coopération militaire et politique entre la Turquie et Chypre du nord¹³⁰. Une véritable donne peut être envisagée si, dans ce climat d'apaisement,
- 2 Chypre parvient effectivement à intégrer l'Union européenne, le principal objectif de la diplomatie grecque¹³¹. Une telle évolution ne manquera pas d'affecter, positivement ou négativement, l'ensemble des relations gréco-turques.
- 3 Quant aux controverses sur la mer Égée, dans aucune des sous-composantes de ce conflit - plateau continental, eaux territoriales, *FIR*, démilitarisation des îles égéennes, souveraineté sur les îlots - il n'y a eu d'avancées notables. Dans ce domaine, une nouvelle donne peut apparaître si la Turquie accepte de soumettre la question à La Haye, ce qui semble pour l'instant improbable.
- 4 Concernant les minorités réciproques, il faut prendre en compte la volonté de rouvrir l'école théologique de Chalki, mais tant que cette réouverture n'est pas effective, il peut à tout moment y avoir un revirement. Il ne faut pas oublier que cette réouverture était déjà à l'ordre du jour en 1996, à l'époque du gouvernement Mesut Yilmaz, mais le projet avait été enterré par la suite. Néanmoins, si cette réouverture se réalise comme prévu, on peut effectivement s'attendre à une nouvelle donne sur la question des minorités. Jusqu'à aujourd'hui, le principe de réciprocité a fonctionné d'une façon néfaste, mais il n'y a aucune raison pour penser qu'un revirement soit impossible. En effet, la Grèce peut répondre par un geste en faveur des Turcs de Thrace, en permettant les élections des *muftis* par exemple. Les deux minorités seraient alors les grands bénéficiaires de cette ère de rapprochement.
- 5 Concernant la question kurde et le soutien de certains milieux athéniens au PKK, on peut raisonnablement parler d'une nouvelle donne. Le chef de l'organisation ayant été arrêté dans les circonstances déjà mentionnées, Athènes a été obligé de produire un

mea culpa et de prendre ses distances avec cette politique occulte. Au cas où la Turquie saisisrait cette occasion pour régler les différents problèmes liés à sa population kurde, cette question pourrait ne plus figurer à l'avenir dans l'ordre du jour des relations gréco-turques.

C'est difficile de s'ignorer

- 6 Et enfin, concernant les relations turco- européennes, on peut émettre d'une façon optimiste l'hypothèse d'une amélioration considérable des relations gréco-turques¹³². Mais la véritable nouvelle donne interviendra le jour où la Turquie deviendra membre à part entière de l'Union européenne, ce qui ne surviendra certainement pas avant une petite dizaine d'années.

La solution est pourtant simple¹³³

- 7 À l'instar des relations humaines, les relations entre les États sont en constante évolution. Un *statu quo* y est difficile à admettre. Même si, à moyen terme, on peut déceler une certaine constance dans les objectifs et les moyens pour y parvenir, à court et à long terme l'observation de ces relations montre des variations spectaculaires. Les changements que l'on constate actuellement dans le cours des relations gréco-turques déboucheront-ils sur une amélioration durable des rapports de voisinage et des liens de partenariat ? Il ne fait aucun doute que Turcs et Grecs y gagneraient.

NOTES

129. *Cumhuriyet*, 23 septembre 1999.

130. *Cumhuriyet*, 5 octobre 1999, « KKTC'yi İşgal Tatbikatı Yapıldı » (Les manœuvres de l'invasion de la République turque de Chypre du Nord a été fait).

131. « Détruisons le dernier mur qui est à Chypre », déclaration de Giorgios Papandréou pendant la conférence de l'ouverture de l'année universitaire de l'Université d'Istanbul, *Cumhuriyet*, 5 octobre 1999.

132. « AB Mutlaka Çağıracak » (l'UE. nous appellera sûrement), déclaration de Bülent Ecevit, *Cumhuriyet*, 26 octobre 1999.

133. Les caricatures se trouvent dans www.mjourney.com/news/comic.html ; il s'agit de deux dessins présentés à l'exposition *The Greek-Turkish Caricature Pact* inaugurée au Parlement européen de Strasbourg le 11 novembre 1996.

Bibliographie sélective

30 chronia apo tis apelaseis 1964-1994, Athènes : O Politis, 1994.

Ahmad F., « La politique extérieure turque », in *Les Temps Modernes*, 1984, (456-7), pp. 156-174.

Ahmad F., Ahmad B. T., *Türkiye’de Çok Partili Politikanın Açıklamalı Kronolojisi 1945-1971*, Ankara : Bilgi, 1976.

Akar R., *Varlık Vergisi. Tek Parti Rejiminde Azınlık Karşısı Politika Örneği*, İstanbul : Belge, 1992.

Akgönül S., *Une communauté, deux États : la minorité turco-musulmane de Thrace occidentale*, İstanbul : Isis, 1999.

Akgönül S. (dir.) *Images et perceptions dans les relations gréco-turques*, Nancy : Genèse, 1999.

Akgönül S., « Les Grecs et la Grèce dans les livres scolaires turcs », in S. Akgönül (dir.) *Images et perceptions dans les relations gréco-turques*, Nancy : Genèse, 1999, pp. 36-46.

Akıman N., “Türk-Yunan ilişkileri”, in *Balkanlar*, İstanbul: Eren, 1993.

Aksoy Y., Kato Polemos, *Ege’de Türk Yunan Barışı*, Ankara: Ümit, 2000.

Alasya F., “Davos’un düşündürdükleri”, in *Türk Kültürü*, 1988, 25 (301), pp. 268-275.

Alasya H. F. “Yunanistan’ın Türkiye düşmanlığı”, in *Türk Kültürü*, 1988, (25), pp. 164-170.

Alexandris A. (éd.), *Oi Hellinotourkikes scheseis 1923-1987*, Athènes: KMAS 1988.

Alexandris A., *The Greek Minority of Istanbul and Greek-Turkish Relations. 1918-1974*, Athènes: Centre for Asia Minor Studies, 1992.

Alexandris A., « Ténédos: From the Treaty of Lausanne to Nowadays », in *The Forgotten Island of Ténédos*, Athènes: Anatoli, 1997, pp. 32-41.

Alfred J. (ed), *Greece and Turkey in Alliance*, New York: St Martin’s Press, 1984.

Androulidakis S. (éd.), *Greece and Turkey: Extension I*, Londres: Westview Press, 1995.

Anonimos Autoptis Martyras, *Ta tourkika egklimata tis Konstantinoupoleos ti 6in kai 7in Septemvriou 1955*, Athènes: EthM, 1959.

Apostolidis N., *Anamniseis apo tin Konstantinoupoli*, Athènes: Troholia, 1996.

Armaoğlu F., *Kıbrıs Meselesi 1954-1959: Türk Hükümeti ve Kamuoyunun Davranışları*, Ankara: Ankara Üniversitesi Siyasal Bilimler Fakültesi Yayınları, 1963

Aksin S., *Türkiye’nin Yakın Tarihi*, İstanbul: Cumhuriyet, 1996.

Axt H.-J., Kramer H., *Griechisch-Türkische Beziehungen: von der Konfrontation zur Annäherung, Ebenhausen: Stiftung Wissenschaft und Politik*, 1981.

- Benlisoy S., “İkinci Dünya Savaşı Sonrasında Türk Yunan Yakınlaşması. Kral ve Kraliçenin Türkiye Ziyareti”, in *Toplumsal Tarih* (81), 2000, pp. 12-21.
- Bertrand G., *Le conflit helléno-turc : nouvelles données et nouveaux acteurs dans le système postbipolaire et à l'âge de la globalisation*, Paris : IEP, thèse non publiée, 2000.
- Bahcheli T., *Greek-Turkish Relations since 1955*, San Francisco: Westview Special Studies in International Relations, 1990.
- Başar C., *Yunan oyunu. Türk-Yunan İlişkilerinin Gerçek Yüzü*, İstanbul: V Yayın, 1998.
- Baydar E., *İkinci Dünya Savaşı İçinde Türk Bütçeleri*, Ankara: Maliye Bakanlığı Tetkik Kurulu Yayınları, 1978,
- Bayülken H., “Turkey-Greece: Question of Foreign and International Security Policy” in *Turkish Review Quarterly Digest*, hiver 1985-86, 1 (2), pp. 169-186.
- Billion D., *La politique extérieure de la Turquie*, Paris : L'Harmattan, 1997.
- Borowiec A., *The Mediterranean Feud*, New York: Praeger, 1983.
- Bozdemir M., *Les clés de la Méditerranée orientale : Turquie, Grèce, Chypre*, Paris : FEDN, 1989.
- Brown J., *Delicately Poised Allies, Greece and Turkey: Problems, Policy Choices and Mediterranean Security*, Londres: Brassey's, 1991.
- Cerrahoğlu Z., *Birleşmiş Milletler Gözetiminde Kıbrıs Sorunu ile İlgili Olarak Yapılan Toplumlararası görüşmeler (1968-1990)*, Ankara: Kültür Bakanlığı Yayınları, 1998.
- Clogg R., “Troubled Alliance: Greece and Turkey” in Clogg R. (éd.), *Greece in the 1980s*, Londres: MacMillan, 1983, pp. 123-149.
- Constantinides S., Arnopoulos P. (dir.), *The Aegean Dispute - Le différend gréco-turc en mer Égée*, Montréal : Études Helléniques - Hellenic Studies, 1996, 4 (2).
- Constas D. (ed), *Greek-Turkish conflicts towards the 1990's*, Londres: Mac Millan Press, 1990.
- Contogeorgis G., *Histoire de la Grèce*, Paris : Hatier,
- Coufoudakis V., “Greek-Turkish Relations 1973-1983. The view from Athens”, in *International Security*, Hiver 1985, pp. 185217. URI : <http://dx.doi.org/10.2307/2538546>
- Dalègre J., *La Thrace grecque. Populations et territoire*, Paris : L'Harmattan, 1997.
- Demir H., Akar R., *İstanbul'un Son Sürgünleri*, İstanbul : İletişim, 1994.
- Demirer M. A., 6 Eylül 1955. Yassıada 6/7 Eylül Davası, İstanbul : Bağlam, 1995.
- Dontas D., *Greece and Turkey. The Regiment of the Straits. Lemnos and Samothrace*, Athènes : Eleftherodakis, 1987.
- Dosdoğru H., 6 / 7 Eylül Olayları, İstanbul : Bağlam,
- Dündar F., *Türkiye Nüfus Sayımlarında Azınlıklar*, İstanbul : Doz, 1999.
- Er T., *Turkish-Greek Friendship*, Ankara, 1986.
- Erdöl M., *Küçük Kitap. Türk Yunan Dostluğu*, İzmir : Özkan, 1994.
- Fernau F. W., « Deux siècles des relations gréco-turques » in *Orient*, 1964, 29 (1), pp. 7-22.
- Garcin M., « Grèce-Turquie. Des nœuds gordiens », in *Revue Internationale de Stratégie*, 1985, 24, pp. 19-24.
- Giannaris N., *Greece and Turkey: Economic and Geopolitical Perspectives*, New York : Praeger, 1988.
- Gürel Ş., *Türk-Yunan İlişkileri*, İstanbul : Kaynak, 1984.
- Gürel Ş., *Tarihsel Boyutları İçinde Türk-Yunan İlişkileri (1821-1993)*, Ankara : Ümit, 1994.
- Gürkan I., “Realities and Dreams in Greek-Turkish Relations”, in *Lo Spettatore Internazionale*, octobre-décembre 1982, pp. 347-356.

- Grigoriadis S., *Hellada, Tourkia, Kypros, 1983-1979 : mia pliris theorisi ton hellinotourkikon antitheseon*, Athènes : Rizes, 1978.
- Hartmann H., *Les relations gréco-turques du Traité de Lausanne au Pacte d'Ankara 1923-1933*, Athènes, Flamma, 1940.
- Hasgüler M., *Kıbrıs'ta Enosis ve Taksim'in İflası*, İstanbul : Öteki, 1998
- Herzfeld M., *Ours Once More: Folklore, Ideology, and the Making of Modern Greece*, New York : Pella, 1986.
- Hudson G. F., *Turkey, Greece and the Eastern Mediterranean*, Oxford : Clarendon Press, 1939.
- İlhan S., *Türk-Yunan İlişkileri El Kitabı*, Ankara : Ankara Üniversitesi yayınları, 1989.
- Ioannou K., "The Judicial Factor in Greek-Turkish Relations", in *Hellenic Fondation for Defense and Foreign Policy Yearbook*, 1988, pp. 169176.
- Kaloumenos D., *He hstoriki Alitheia ton Gekonotom tis 6-7 Septemvriou 1955*, Athènes : p.e., 1996
- Kaloumenos D., *He stavrosis tou christianismou*, Athènes : p.e., 1978.
- Kartalis Y., "The 'Davos' Spirit. Recent developments", in *Hellenic Fondation for Defense and Foreign Policy Yearbook*, 1988, pp. 183185.
- Kitsikis D., *Historia ton hellenotourkikon chronon apo ton E. Venizelo ston Y. Papadapoulo (19281973)*, Athènes : Vivliopoleion tes Hestias, 1981.
- Kitsikis D., *Türk-Yunan İmparatorluğu*, İstanbul : İletişim, 1996.
- Kocabaş S., *Tarihte ve Günümüzde Türk Yunan Mücadelesi*, İstanbul : Vatan, 1988.
- Kourvetaris G. A., "Greek and Turkish Inter ethnic Conflict and Polarization in Cyprus" in *Journal of Political and Military Sociology*, 1988, 16(2), pp. 185-199.
- Kourvetaris G. A., "The Southern Flank of NATO: Political Dimensions of the Greco-Turkish Conflict since 1974", in *East European Quarterly*, 1987, 21(4), pp. 431-446.
- Kuniholm B. R., *The Origins of the Cold War in the Near East: Great Power Conflict and Diplomacy in Iran, Turkey and Greece*, Princeton : Princeton University Press, 1980.
- Kurumahmut A., *Ege'de Temel Sorun*, Ankara : Türk Tarih Kurumu, 1998.
- Leighton M. K., *Greco-Turkish Friction: Changing Balance in the Eastern Mediterranean*, Londres : Institute for the Study of Conflict, 1979.
- Mango A., "Greece and Turkey: Unfriendly Allies" in *The World Today*, août-septembre 1987, 43 (8-9), pp. 144-147.
- Manisalı E., *Bıçak Sırtındaki Dünya ve Türkiye*, İstanbul : Cumhuriyet, 1998.
- McKinnon C., *Turkey and Greece: Close Unity Now!*, New York : Vantage Press, 1968.
- Meinardus R., "Die Griechisch-türkische Minderheitenfrage", in *Orient*, 1985, 26 (1), p. 48-61.
- Meinardus R., *Die Türkei-Politik Griechenlands: Der Zypren-Ägäis-und Minderheitenkonflikt aus Sicht Athens, 1967-1982*, Francfort : Peter Lang, 1985.
- Melakopides C., "Turkish Threat to Greece?", in *International Perspectives*, 1984, pp. 6-9.
- Merle M. (dir.), *L'élaboration de la politique étrangère*, Paris : P.U.F., 1969.
- Millas H., *Ayvalık ve Venezis. Yunan Edebiyatında Türk İmajı*, İstanbul : İletişim, 1998.
- Millas H., "History Textbooks in Greece and Turkey", in *History Workshop Journal*, 1991, (31), pp. 21-33.
- Millas H., *Türk-Yunan İlişkilerine Bir Önsöz, Tencere Dibin Kara*, İstanbul : Amaç, 1989.
- Miller W., "The Greco-Turkish Friendship", in *Contemporary Review*, décembre 1931, pp. 718-725.
- Ökte F., *Varlık Vergisi Faciası*, İstanbul : Nebioğlu Yayınları, 1951.

- Padiolo J. G., *L'État au concret*, Paris : P.U.F., 1982.
- Pallis A., "The End of the Greco-Turkish Feud", in *Contemporary Review*, novembre 1930, 38, pp. 615-620.
- Pipilenis P., "The Greco-Turkish feud revived", in *Foreign Affairs*, janvier 1959, pp. 306-316.
- Psomiades H. J., *The Eastern Question: The Last Phase. A study in Greek-Turkish Diplomacy*, Thessalonique : Institute for Balkan Studies, 1968.
- Rozakis C., "An analysis of the legal problems in Greece-Turkey relations 1973-1988", in *Hellenic Foundation for Defense and Foreign Policy Yearbook*, 1989, pp. 193-251.
- Schenk von G., "Der griechisch-türkische Konflikt", in *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, 1977, 28, pp. 599-622.
- Septemvriana 1955 : *He "nychta ton Krystallon" tou hellinismou tis Polis*, Athènes : Tsoukatou, 1998.
- Sibay G., "Turkish-Greek relations" in *Dış Politika*, juillet 1981, 9 (1-2), pp. 23-26.
- Sonyel S., *The Turco-Greek conflict*, Ankara : Cyprus Turkish Cultural Association, 1985.
- Soysal I., *Türk Dış Politikası İncelemeleri İçin Kılavuz (1919-1993)*, Istanbul : Eren, 1993.
- Sönmezoğlu F., *Türkiye-Yunanistan İlişkileri ve Büyük Güçler*, Istanbul : Der, 2000
- Stamatopoulou K., *I Teleftaia Analampi : He Konstantinopolitika Romiosyni sta chronia 1948-1955*, Athènes : Domos, 1996
- Stathis P., "Yunan (ve Türk) Ders Kitaplarında 'Ben' ve 'Öteki' İmgeleri", in *Tarih Eğitimi ve Tarihte Öteki Sorunu*, Istanbul : Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1998, pp. 125-133.
- Svoronos N., *Histoire de la Grèce moderne*, Paris : PUF, 1972.
- şen F., *Ege'nin İki Yakasında Ekonomi*, Ankara : Mülkiyeliler Birliği, 1987.
- Tavşanoğlu L.E., *Türk-Yunan Sorunları. Akiller Tartışıyor*, Istanbul, Çağdaş, 1998.
- Tılıç D., *Utaniyorum Ama Gazeteciyim. Türkiye ve Yunanistan'da Gazetecilik*, Istanbul : İletişim, 1998.
- Tesal R. D., *Selanik'ten Istanbul'a. Bir Ömrün Hikayesi*, Istanbul : İletişim, 1998.
- Tsakaloyannis P., "The European Community and the Greek - Turkish Dispute", in *Journal of Common Market Studies* (Grande-Bretagne), 1980, 19(1), pp. 35-54.
- Tsoukalas K., *La Grèce de l'indépendance aux colonels*, Paris : Maspéro, 1970.
- Türker O., "6-7 Eylül olaylarının Istanbul Rum Basınındaki Yankıları", in *Tarih ve Toplum*, 1998, (177), pp. 13-16.
- Tzounis I., "Turkish-Greek Relations", in *Dış Politika*, 1971, 1, pp. 84-92.
- Vacalopoulos A., *Histoire de la Grèce moderne*, Paris : Editions Hoarvath, 1975.
- Vaner S. (dir.), *Le différend gréco-turc*, Paris : l'Harmattan, 1988.
- Vernant J., "Les différends gréco-turcs" in *Défense Nationale*, 1980, 36 (12), pp. 113-125.
- Volkan V., Itzkovitz N., *Turks and Greeks, Neighbours in Conflict*, Cambridge : The Eaton Press, 1994.
- Weisbant E., *İkinci Dünya Savaşı'nda İnönü'nün Dış Politikası*, Istanbul : Milliyet Yayınları, 1974.
- Woodhouse C. M., *The Story of Modern Greece*, Londres : Faber, 1966.
- Yerasimos S., "Les relations gréco-turques : mythes et réalités" in *Peuples méditerranéens*, 1981, (15), p. 85-99.

Annexe 1 :Chronologie

Janvier 1923	Le protocole d'échange obligatoire de populations est signé à Lausanne. Selon ce protocole, les ressortissants grecs de confession musulmane sont échangés avec les ressortissants turcs de confession orthodoxe
Juillet 1923	Le traité de Lausanne est signé. Les clauses 39 à 47 de la section intitulée « protection des minorités » institutionnalisent le statut des minorités réciproques en Turquie et en Grèce.
Juin 1930	La convention d'Ankara est signée entre la Grèce et la Turquie pour régler les différends concernant les échangés et les établis.
Septembre 1933	La Grèce et la Turquie signent un traité de non-agression de dix ans.
Février 1934	Pacte balkanique contracté entre la Turquie, la Grèce, la Yougoslavie et la Roumanie.
1941	La Turquie reste en dehors de la Guerre mais les minoritaires non-musulmans sont mobilisés dans des corps militaires spéciaux.
1942	Impôt sur la fortune en Turquie. Étrangers et minoritaires seront imposés beaucoup plus lourdement que les Turcs musulmans.
Février 1947	Traité de Paris. Le Dodécanèse est attribué à la Grèce mais son statut de zone démilitarisée est maintenu.
1945-1949	Guerre civile en Grèce.
Mars 1947	Déclaration de Truman. Aide américaine à la Grèce et à la Turquie.
Septembre 1949	La Turquie devient membre du Conseil de l'Europe.
Juillet 1950	La Turquie et la Grèce envoient des soldats en Corée.

Avril 1951	Signature d'un accord de coopération culturelle.
Février 1952	La Turquie et la Grèce deviennent des membres à part entière de l'OTAN.
Novembre 1952	Victoire électorale en Grèce du maréchal Papagos, vainqueur de l'insurrection
	communiste.
Décembre 1952	À l'initiative du roi Paul, construction d'un lycée pour la minorité turque à Komotini.
	Son inauguration coïncide avec la visite du président Celâl Bayar. En son honneur, le lycée est appelé Celâl Bayar Lisesi.
Février 1953	Traité d'Ankara entre la Turquie, la Grèce et la Yougoslavie.
Août 1954	La Turquie, la Grèce et la Yougoslavie signent l'accord balkanique pour 20 ans.
Avril 1955	Début de la lutte armée menée par l'Organisation nationale des combattants chypriotes (EOKA), contre les Britanniques.
Août 1955	Conférence à Londres à propos de Chypre. L'Angleterre, la Turquie et la Grèce y participent.
Septembre 1955	Evénements anti-grecs à Istanbul.
Février 1959	Signature des accords de Zurich et de Londres par la Grèce, la Turquie et la Grande-Bretagne faisant de Chypre un État indépendant.
Mai 1960	Coup d'État militaire en Turquie.
Août 1960	La République de Chypre est proclamée. Mgr Makarios en devient le président, Dr. Küçük le vice-président.
Décembre 1962	Les Turcs de Chypre déclarent qu'à partir de 1 ^{er} janvier 1963, ils se conformeront au principe des municipalités séparées.
Septembre 1963	Mgr Makarios refuse le droit d'opposition de la Turquie en cas de changement de la constitution.
Décembre 1963	Meurtre de deux Turcs à Chypre. Les relations se tendent. Des avions turcs survolent Chypre.
Janvier 1964	Mgr Makarios demande l'annulation des accords de Zurich et de Londres. La Turquie transmet un ultimatum à l'Angleterre et à la Grèce et réclame l'augmentation des forces communes sur l'île. Les États-Unis prennent la décision d'envoyer des soldats à Chypre.
	Les Chypriotes grecs refusent de faire de Chypre une question de l'OTAN.

Février 1964	La marine turque se positionne à İskenderun. Giorgios Papandréou est devenu Premier ministre en Grèce.
Mars 1964	Velléités d'intervention militaire turque à Chypre freinées par les Américains. Montée d'un sentiment anti-américain confus.
	Décision aux Nations Unies d'envoyer une force multinationale à Chypre. Le problème est internationalisé ce qui affaiblit la position de la Turquie.
	La Turquie met en garde Makarios. L'Assemblée nationale autorise le gouvernement à intervenir à Chypre si nécessaire.
	Adoption du décret du conseil des ministres turc n° 6-2806 qui bloque le bénéfice des biens des ressortissants grecs en Turquie.
Mai 1964	La Turquie étend la limite de ses eaux territoriales à six miles.
Juin 1964	Le Premier ministre turc İsmet İnönü reçoit une lettre du Président américain Johnson le mettant en garde contre une intervention militaire à Chypre.
Août 1964	Les entrevues de Genève à propos de Chypre s'interrompent. Manifestations anti-grecques et anti-américaines en Turquie.
Octobre 1964	Visite officielle d'Erkin à Moscou, une première depuis 1939. Évolution immédiate des relations russo-turques. Fin de l'isolement diplomatique turc.
Novembre 1964	Accord culturel russo-turc.
Avril 1965	Selon la presse, le Patriarcat aurait fait l'objet d'une perquisition relative à l'affaire de Chypre.
Décembre 1965	La thèse de Makarios sur Chypre est acceptée à l'ONU. Selon cette thèse, Chypre devrait échapper aux interventions étrangères en tant que membre indépendant de l'ONU.
	Nouvel isolement de la Turquie.
	La Turquie refuse la décision de l'ONU.
	Manifestations à Ankara pour une intervention à Chypre.
Janvier 1966	La copie de la lettre du Président Johnson à İnönü est publiée par le quotidien <i>Hürriyet</i> .
	La réponse d'İnönü à Johnson est publiée. Le ressentiment anti-américain augmente.
Février 1966	Dégradation des relations gréco-turques. La Turquie rappelle son ambassadeur d'Athènes.
Avril 1967	Coup d'État militaire des colonels en Grèce contre les courants gauchistes.

Septembre 1967	Rencontre entre Demirel et le Premier ministre grec Kollias à Kesan-Alexandroupolis.
Octobre 1967	La Turquie proteste contre la répression que subissent les Turcs de Thrace occidentale.
Novembre 1967	Les soldats grecs chypriotes attaquent deux villages turcs. 23 morts.
	Manifestations anti-grecques à Ankara et Istanbul.
	Le Président de la République turque, Cevdet Sunay, déclare que la Turquie a décidé d'intervenir à Chypre. Les États-Unis rappellent que les armes de l'OTAN ne pourraient être utilisées. L'intervention n'a finalement pas lieu.
	Accord gréco-turc. La Grèce renonce à <i>l'énosis</i> et la Turquie au <i>taksim</i> . Retour à la situation de 1960.
Décembre 1967	La Direction provisoire turque de Chypre (Kıbrıs Geçici Türk Yönetimi) est proclamée.
	Protocole gréco-turc sur la culture.
Décembre 1969	La Grèce se retire du Conseil de l'Europe.
Mars 1971	« Memorandum » des militaires en Turquie.
Avril 1971	Rauf Denktaş, leader de la Communauté turque de Chypre, déclare à Ankara qu'au cas où les Grecs insisteraient sur <i>l'énosis</i> il y aurait « double <i>énosis</i> ».
Juillet 1972	Le Patriarche grec-orthodoxe Athénagoras meurt à Istanbul.
	Le Métropolite d'Imbros, Dimitri Papadopoulos, devient Patriarche sous le nom de Dimitrios.
Février 1973	En l'absence d'autres candidats, l'Archevêque Makarios est réélu Président de la république à Chypre. Rauf Denktaş est vice-Président.
Juin 1973	Proclamation de la république en Grèce. Le Premier ministre Giorgios Papadopoulos déclare à la radio que la royauté est abolie et qu'il va devenir Président de la république.
Août 1973	Selon les résultats officiels du référendum en Grèce, 4 000 000 de Grecs ont répondu « oui » à la République.
Novembre 1973	Coup d'État militaire en Grèce. L'armée abolit le régime de Papadopoulos. Le général Fedon Gizikis devient Premier ministre.
Mai 1974	Crise en Égée à cause des recherches turques de pétrole.
Juin 1974	La Grèce refuse la proposition de négocier tous les problèmes en une fois.

Juillet 1974	Un coup d'État organisé par Athènes et exécuté par l'EOKA b et la Garde nationale renverse Makarios à Chypre. Nicos Sampson, un partisan de l' <i>énosis</i> , s'autoproclame président de la République chypriote.
	Les forces militaires turques interviennent à Chypre. La loi martiale est décrétée dans 14 provinces de Turquie.
	Les forces turques gagnent le contrôle du couloir Nicosie-Kyrenie.
	Fin de la junte en Grèce. Retour à la démocratie. Konstantin Karamanlis revient de Paris.
	La Turquie, la Grèce et la Grande-Bretagne signent un accord de cessez-le-feu.
Août 1974	L'opération de l'armée turque reprend et la frontière actuelle est fixée. Mgr Makarios revient d'exil et Karamanlis, pour apaiser l'opinion, retire la Grèce de l'OTAN.
Septembre 1974	L'embargo américain sur les ventes d'armes à la Turquie est instauré.
Novembre 1974	Résolution 3212 de l'Assemblée générale de l'ONU demandant le retrait des troupes étrangères de Chypre et le retour de tous les réfugiés dans leurs foyers.
Février 1975	L'État fédéré turc de Chypre est proclamé. Rauf Denktaş est le chef de l'État.
Juillet 1976	Tentative d'attentat contre Bülent Ecevit à New York. L'agresseur grec chypriote est arrêté.
Août 1976	Nouvelles tensions gréco-turques à propos de recherches pétrolières en mer Égée.
Août 1977	Mort de Mgr Makarios. Celui-ci est remplacé par Spyros Kiprianou.
	Le ministre des Affaires étrangères Çağlayangil déclare que la Grèce viole les traités internationaux en militarisant les îles égéennes.
Mars 1978	Les Premiers ministres grec et turc, MM. Karamanlis et Ecevit, se rencontrent à Montreux.
	Pour Ecevit, les causes de la tension sont « en grande partie psychologiques ».
Septembre 1978	Le Président Carter lève formellement l'embargo américain.
Janvier 1979	Les experts grecs et turcs se réunissent à Vienne pour discuter du problème du plateau continental en Égée.
Avril 1979	Les ministres du Tourisme de la Grèce et de la Turquie se rencontrent à Istanbul pour faire
	de l'Égée « une mer de paix ».
Juin 1979	La Turquie et la Grèce signent le premier accord sur le tourisme.

Février 1980	La Turquie ouvre unilatéralement la mer Égée à la circulation aérienne.
	La Grèce ouvre aussi l'Égée à la circulation aérienne.
Juin 1980	La Turquie rejette la proposition grecque d'étendre l'espace aérien à 10 miles nautiques.
Juillet 1980	Un protocole de coopération gréco-turc dans le domaine du tourisme est signé à Ankara.
Septembre 1980	Coup d'État militaire du chef d'état-major Kenan Evren en Turquie.
Novembre 1980	Réintégration de la Grèce dans l'OTAN.
Janvier 1981	La Grèce adhère à la CEE (10 ^e membre).
Octobre 1981	Victoire du PASOK d'Andréas Papandréou aux élections législatives en Grèce.
Avril 1982	À New York, la Convention sur le droit de la mer est mise aux voix aux Nations-Unies.
	Cent trente États (dont la Grèce et la France) l'approuvent, dix-sept (dont l'URSS et la RFA) s'abstiennent, quatre (dont la Turquie et les États-Unis) votent contre.
Octobre 1983	Déclaration d'indépendance de la « République turque du nord de Chypre ».
Mars 1987	En riposte à la décision grecque de procéder à des forages au large de l'île de Thasos, le gouvernement turc annonce la sortie de son bâtiment de recherches en mer Égée. La Grèce met ses forces militaires en état d'alerte.
Avril 1987	Demande officielle d'adhésion de la Turquie à la Communauté européenne.
Août 1987	Visite de Dimitrios en URSS. Il est le premier Patriarche de Constantinople à aller à Moscou depuis quatre siècles.
Janvier 1988	Özal et Papandréou se rencontrent à Davos. Début du rapprochement gréco-turc appelé « l'esprit de Davos ».
Avril 1993	Mort de Turgut Özal. Süleyman Demirel est élu Président de la République en Turquie.
1996	Crise égéenne gréco-turque autour de l'îlot d'Imia / Kardak.
Juillet 1997	Rencontre de Süleyman Demirel et de Kostas Simitis à Madrid. Nouvelle ère de rapprochement.
Décembre 1997	Refus des 15 de considérer la Turquie comme candidate à l'Union européenne. Les relations turco-européennes et turco-grecques se tendent.

Juin 1998	Nouvelle doctrine de défense gréco-chypriote commune.
Février 1999	Arrestation d'Abdullah Öcalan, le chef des rebelles kurdes de Turquie, à la sortie de l'Ambassade grecque à Nairobi (Kenya).
Mai 1999	Nouvelle crise égéenne autour de l'îlot Platia.
Août 1999	Tremblement de terre en Turquie.
Novembre 1999	Tremblement de terre en Grèce. Entraide réciproque.
Décembre 1999	La Turquie est acceptée en tant que candidate officielle à l'Union européenne à Helsinki, la Grèce ayant levé son veto.
Janvier 2000	Le ministre des Affaires étrangères Giorgios Papandréou est à Ankara pour signer une série d'accords bilatéraux avec son homologue turc İsmail Cem.

Annexe 2 : Sources documentaires

Quelques sites Internet utiles pour l'analyse des relations gréco-turques

Sites des organismes officiels

- 1 Ministère des Affaires étrangères grec <http://www.mfa.gr/>
- 2 Ministère des Affaires étrangères turc <http://www.mfa.gov.tr/>
- 3 ANAP (*Anavatan Partisi* : Parti de la Mère Patrie) <http://www.anap.org.tr/>
- 4 CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi* : Parti Républicain du Peuple) <http://www.chp.org.tr/>
- 5 DYP (*Doğru Yol Partisi* : Parti de la Juste Voie) <http://www.dyp.org.tr/>
- 6 MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi* : Parti du Mouvement Nationaliste) <http://www.mhp.org.tr/>
- 7 PASOK (Πανελληνιο Σοσιαλιστικο Κίνημα : Parti Socialiste Panhellénique) <http://www.pasok.gr/gr/index.html>
- 8 Nea Dimokratia (Νέα Δημοκρατία : Nouvelle Démocratie) <http://www.nd.gr/nd1.htm>
- 9 KKE (Κομμουνιστικο Κομμα Ελλάδος : Parti Communiste de Grèce) <http://www.kke.gr/>
- 10 SynaspismFos (Coalition du Progrès et de la Gauche) <http://www.syn.gr/>

Organes de Presse

Journaux turcs

- 11 Cumhuriyet <http://www.cumhuriyet.com.tr/>
- 12 Hürriyet <http://www.hurriyet.com.tr/>
- 13 Milliyet <http://www.milliyet.com.tr/>
- 14 Zaman <http://www.zaman.com.tr/>
- 15 Dünya <http://www.dunya-gazete.com.tr/>

Journaux grecs

- 16 Ελευθεροτυπία (Elefterotypia) <http://www.enet.gr/>
- 17 Τα Νέα <http://ta-nea.dolnet.gr/>
- 18 Η Καθημερινή (He Kathimerini) <http://www.kathimerini.gr/news/browser.htm>
- 19 Το Βήμα (To Vima) <http://tovima.dolnet.gr/>

Agences de presse

- 20 Orthodox World News <http://www.goarch.org/worldnews/>
- 21 Athens News Agency <http://www.ana.gr/>
- 22 Agence Presse chypriote <http://www.pio.gov.cy/>
- 23 Macedonia Agence Presse <http://www.mpa.gr/>

Journaux minoritaires

- 24 Hxw (Echo : journal minoritaire grec d'Istanbul) <http://www.iho.com.tr/>
- 25 Gündem (journal minoritaire turc de Komotini) <http://users.otenet.gr/~gundem/>

Sites privés et organisations non-gouvernementales

- 26 European Centre of Minority Issues <http://www.ecmi.de/>
- 27 Turkish-Greek Peace Site <http://www.the-edge.humberc.on.ca/~peace/>
- 28 Mikri Asia - Story of Greeks of Anatolia <http://www.tufts.edu/org/hellenic/m-asia/GREEK.html>

Diaspora

- 29 <http://www.anemos.com/Diaspora/index.htm> The Aegean Friends
- 30 <http://www.dcs.qmw.ac.uk/~turgay/AegeanFriends/>
- 31 Turkish-Hellenic Union Solutions <http://www.grtr.org/index.html>
- 32 The Greeks of Constantinople <http://w4u.eexi.gr/~ippotis/alaen.html>
- 33 Batı Trakya Türkleri Dayanışma Derneği <http://members.xoom.com/bttdd/>
- 34 La Diaspora grecque <http://www.diaspora-net.org/>
- 35 Tarih ve Demokrasi <http://members.aol.com/xsoysal/index.html/homepage.html>

ANNEXES

Quelques textes

Traité de Lausanne du 24 juillet 1923, <http://www.lib.byu.edu/~rdh/wwi/1918p/lausanne.html>

Convention - Cadre pour la Protection des minorités nationales <http://www.coe.fr/fr/txtjur/157fr.htm>

Charte européenne des langues régionales et minoritaires <http://www.coe.fr/fr/txtjur/148fr.htm>

Sites sur l'Orthodoxie

Patriarcat œcuménique de Constantinople <http://www.patriarchate.org/>

Orthodox Christian Faith <http://www.goarch.org/access/orthodoxy/>

Greek Orthodox Archdiocese of America <http://www.goarch.org/>²⁹ *Nüfus ve Demografi 1. 1927 - 1990*, Istanbul : Istanbul Büyükşehir Belediyesi yayınları, 1997, p. 15. Voir aussi Dündar F., *Türkiye Nüfus Sayımlarında Azınlıklar*, Istanbul : Doz, 1999.